

# 2015

## PLAN DE RÉPONSE STRATÉGIQUE

Burkina Faso

Février 2015



Prepared by the Humanitarian Country Team

### PÉRIODE:

Janvier 2015 – Décembre 2015

100 %

18,5 millions

population totale

4,9 %

de la population totale

0,9 million

personnes nécessitant une assistance alimentaire

Principales catégories de personnes dans le besoin :

939 148

personnes en insécurité alimentaire

264 397

personnes ayant besoin d'une assistance d'urgence

674 751

personnes en phase 1

90 000

personnes ciblées dans le multi secteur réfugiés

30 000

réfugiés maliens

60 000

personnes issues de populations hôtes

499 000

enfants souffrant de MAG

149 000

enfants souffrant de MAS

350 000

enfants souffrant de MAM

Source: PSRPV 2015 novembre 2014 et SMART 2014



98,8 millions d'USD  
requis

## SOMMAIRE

### Objectifs stratégiques

1. Recueillir les données sur les risques et les vulnérabilités, les analyser et intégrer les résultats dans la programmation humanitaire et de développement.
2. Soutenir les populations vulnérables à mieux faire face aux chocs en répondant aux signaux d'alerte de manière anticipée, réduisant la durée du relèvement post-crise et renforçant les capacités des acteurs nationaux.
3. Fournir aux personnes en situation d'urgence une assistance coordonnée et intégrée, nécessaire à leur survie.

### Paramètres de la réponse

L'analyse de la situation alimentaire et nutritionnelle courante fait ressortir 42 provinces sur 45 en insécurité alimentaire minimale (phase 1) et trois provinces (Sanmatenga, Soum et le Seno) en insécurité alimentaire sous pression (phase 2).

En situation projetée, les 42 provinces demeurent dans la phase minimale. De même, les provinces du Séno et Sanmatenga restent dans la phase sous pression. Quant à la province du Soum, elle bascule en phase 3 (crise).

Deux régions sur les treize que compte le pays (Centre-Nord et Sahel) couvrent à elles seules les deux tiers des besoins en sécurité alimentaire, respectivement 241 349 personnes et 268 304, soit une cible totale de 509 654 (en phase 2 et plus) sur un total de 939 148 personnes dans tout le pays. Au moins 264 398 personnes en crise (phase 3 selon le Cadre harmonisé) ont besoin d'une assistance d'urgence et de mesures de protection des moyens d'existence.

La prise en charge des personnes en insécurité alimentaire se fera dans toutes les zones définies comme étant sous pression par le Cadre harmonisé. En référence au Plan national de soutien aux populations vulnérables qui se chiffre à 40.5 millions de dollars pour les activités liées à la sécurité alimentaire, les partenaires humanitaires du volet sécurité alimentaire, tenant compte de la réponse planifiée du Gouvernement, prévoient de couvrir le gap estimé à 21 735 128 \$ soit 54% des besoins à travers le SRP. Les 0.9 millions de personnes ciblées bénéficieront d'une

assistance alimentaire et/ou non alimentaire si les ressources financières requises à travers le SRP sont effectivement mobilisées.

La prise en charge nutritionnelle se fait dans tout le pays. Le nombre d'enfants souffrants de malnutrition aigüe (sévère ou modérée) en 2015 est 499 000 enfants de moins de 5 ans dont 149 000 enfants malnutris sévères et 350 000 enfants malnutris aigus modérés ainsi que 80 000 femmes allaitantes et 50 000 femmes enceintes.

La prise en charge des réfugiés maliens sera multisectorielle et portera sur un chiffre de 30 000 personnes en tenant compte des éventuels retours de certains réfugiés au Mali malgré les conditions de sécurité précaire dans le pays d'origine.

Pour les épidémies, la situation épidémiologique de l'Afrique de l'Ouest est actuellement marquée par une épidémie de la Maladie à Virus d'Ebola. Compte tenu des facteurs de risque géographiques, environnementaux, comportementaux et ceux liés aux flux migratoires, le risque de propagation de l'épidémie au Burkina Faso n'est pas à négliger. Les hypothèses de planification du cluster santé sont faites sur la base de 1 000 cas attendus sur une durée moyenne de 12 mois. Pour le suivi des contacts, il est estimé à 50 contacts par cas, soit au total 50 000 contacts.

Le plan de réponse prend également en compte les préoccupations concernant les épidémies de méningite, de rougeole, de choléra ou de fièvre jaune qui sont récurrentes au Burkina Faso pour au moins quatre millions de personnes.

## PRINCIPAUX PROBLÈMES HUMANITAIRES

- 1 Insécurité alimentaire
- 2 Malnutrition
- 3 Assistance aux réfugiés maliens
- 4 Epidémies

*Aperçu des besoins humanitaires complet : <http://.....>*

## CONTENU

SOMMAIRE .....	1
CONTENU .....	2
STRATEGIE.....	4
INDICATEURS ET OBJECTIFS STRATEGIQUES.....	16
PLANS SECTORIELS .....	20
COORDINATION.....	21
SECURITE ALIMENTAIRE.....	23
NUTRITION .....	26
SANTE.....	30
EDUCATION.....	34
WASH.....	37
PROTECTION/VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE.....	41
PROTECTION/PROTECTION DE L'ENFANT .....	44
CHAPITRE SUR L'INTERVENTION AUPRÈS DES RÉFUGIÉS .....	47
ANNEXE : FINANCEMENT REQUIS .....	54



Création date : 21 novembre 2013 Source : UNCS, ESRI, Bartholomew Feedback : [ochavisual@un.org](mailto:ochavisual@un.org) [www.reliefweb.int](http://www.reliefweb.int)  
 Les frontières, ainsi que les noms et désignations utilisés sur cette carte, n'impliquent aucune reconnaissance ou acceptation officielle de la part des Nations Unies.

# STRATÉGIE

## Personnes affectées et personnes ciblées

La planification de l'intervention humanitaire au profit des personnes dans le besoin se présente dans le tableau ci-dessous de la figure 1. L'identification des personnes dans le besoin tout comme celle des cibles de 2015 a été conjointement menée par les chefs de file, les co-leads et les membres actifs des secteurs. Le processus a donc impliqué les organisations humanitaires et structures étatiques en charge des questions prioritaires traitées dans le présent document.

**Figure 1: Situation des populations dans le besoin par secteur<sup>1</sup>**

Secteurs	Personnes dans le besoin
	<b>939 148</b> Personnes en insécurité alimentaire
	<b>30 000</b> Réfugiés <b>60 000</b> Personnes issues des populations hôtes
	<b>499 000</b> Cas de Malnutrition Aiguë globale dont <b>149 000</b> Cas de malnutrition aiguë sévère attendus <b>350 000</b> Cas de malnutrition aiguë modérée
	<b>866 424</b> Enfants ayant besoin d'assistance en éducation
	<b>756 924</b> Personnes ayant besoin d'assistance en WASH
	<b>4 millions</b> Personnes à risque d'épidémies (Ebola et Choléra) dont <b>1 000</b> Cas de maladie à virus Ebola et <b>50 000</b> Contacts à suivre
	<b>589 590<sup>1</sup></b> Enfants ayant besoin de protection <b>102 000</b> Personnes ayant besoin de protection dans les VBG

<sup>1</sup>Ce chiffre inclut les besoins de prévention de la Maladie à Virus d'Ebola, les victimes de la crise politique d'octobre 2014, les élèves réfugiés maliens et les cas de malnutrition.

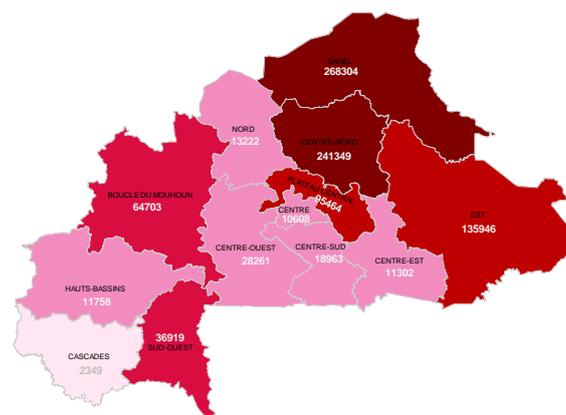
Figure 2 : Populations ciblées par secteur

Secteurs	Personnes ciblées	Hommes	Femmes	Enfants
	9 092 Phase 4	2 943	3 362	2 787
	255 305 Phase 3	82 638	94 413	78 254
	674 751 Phase 2	218 406	249 525	206 820
	30 000 Réfugiés	6 485	6 056	17 459
	60 000 Personnes issues des populations hôtes	20 000	25 000	15 000
	499 000 Cas de Malnutrition Aiguë globale dont	259 480	239 520	499 000
	149 000 Cas de malnutrition aiguë sévère attendus	77 480	71 520	149 000
	350 000 Cas de malnutrition aiguë modérée	182 000	168 000	350 000
	80 000 Femmes allaitantes	-	80 000	-
	50 000 Femmes enceintes	-	50 000	-
	866 424 Enfants dans le besoin	447 075	419 349	866 424
	438 462 personnes pour l'assistance WASH	105 274	109 572	223 616
	4 millions Personnes à risque d'épidémies (Ebola et Choléra)	999 600	1 040 400	1 960 000
	dont 1 000 Cas de Maladie à Virus d'Ebola et	397	413	190
	50 000 Contacts à suivre	12 495	13 005	24 500
	Protection de l'enfant	304 228	285 362	589 590
	589 570 enfants			
	VBG	25 026	73 914	3 060
	102 000 Personnes ciblées pour GBV			

**Figure 4 : Population nécessitant une aide humanitaire par secteur et par région**

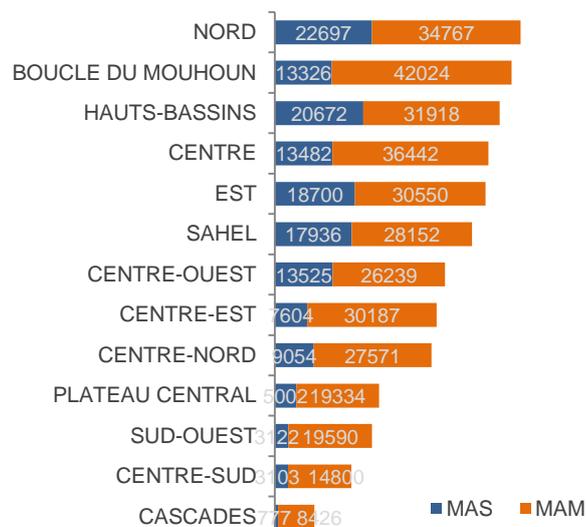
**Sécurité alimentaire : Répartition des populations par phase d'insécurité alimentaire**

Régions	Population en phase 2	Population en phase 3	Population en phase 4	Population phase 3 à 5
Centre	8 067	2 541	0	2 541
Plateau Central	65 557	29 907	0	29 907
Centre-Nord	183 548	57 801	0	57 801
Centre-Ouest	21 876	6 385	0	6 385
Centre-Sud	14 610	4 353	0	4 353
Sahel	159 365	99 847	9 092	108 940
Boucle Du Mouhoun	60 670	4 033	0	4 033
Est	105 766	30 180	0	30 180
Centre-Est	5 380	5 922	0	5 922
Nord	11 332	1 890	0	1 890
Sud-Ouest	24 889	12 030	0	12 030
Hauts-Bassins	11 342	416	0	416
Cascades	2 349	0	0	0
<b>Total</b>	<b>674 751</b>	<b>255 305</b>	<b>9 092</b>	<b>264 397</b>



**Nutrition : Nombre d'enfants souffrant de malnutrition aigüe par région en 2015**

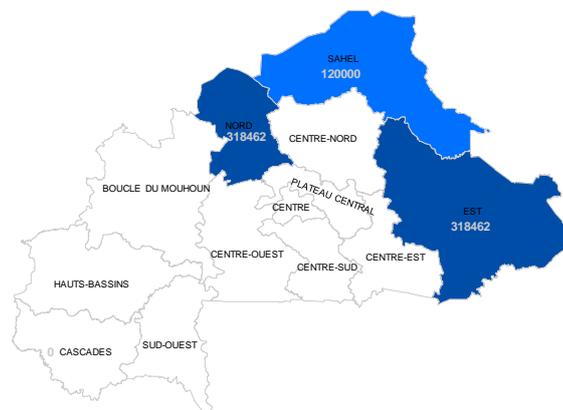
Région	MAS	MAM	MAG
Cascades	777	8 426	8 539
Centre-Sud	3 103	14 800	14 903
Sud-Ouest	3 122	19 590	19 712
Plateau Central	5 002	19 334	24 336
Centre-Nord	9 054	27 571	36 625
Centre-Est	7 604	30 187	37 791
Centre-Ouest	13 525	26 239	39 764
Sahel	17 936	28 152	46 088
Est	18 700	30 550	49 250
Centre	13 482	36 442	49 924
Hauts-Bassins	20 672	31 918	52 590
Boucle Du Mouhoun	13 326	42 024	55 350
Nord	22 697	34 767	57 464
<b>Total</b>	<b>149 000</b>	<b>350 000</b>	<b>499 000</b>





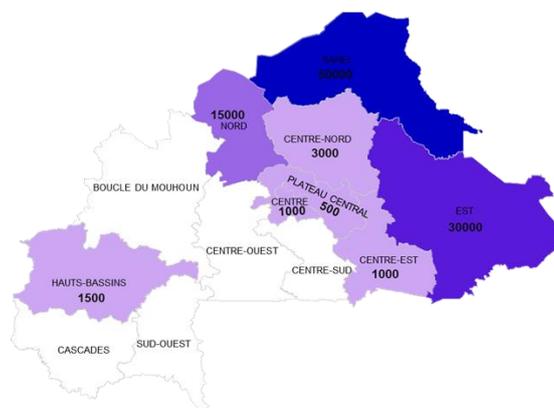
**WASH : Répartition des populations nécessitant une assistance WASH dans les 3 régions prioritaires**

Groupe d'âge	Genre	Est	Sahel	Nord	Niveau National <sup>2</sup>
Enfants (<18)	H	82 800	31 200	82 800	1 076 400
	F	82 800	31 200	82 800	1 076 400
Adultes (18-60)	H	117 831	25 600	117 831	1 531 800
	F	117 831	25 600	117 831	1 076 400
Personnes âgées (>60)	H	6 446	2 400	6 446	83 794
	F	7 567	2 400	7 567	98 366
Total Hommes		159 230	60 000	159 230	2 070 000
Total Femmes		159 230	60 000	159 230	2 070 000
<b>Total</b>		<b>318 462</b>	<b>120 000</b>	<b>318 462</b>	<b>4 140 000</b>



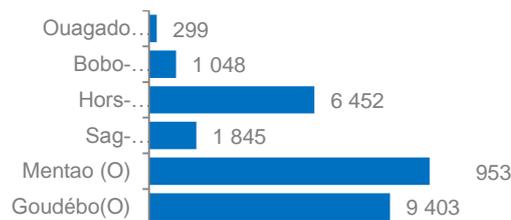
**Violences basées sur le genre (GBV)**

Région	Nombre
Plateau Central	500
Centre-Nord	3 000
Centre-Est	1 000
Sahel	50 000
Est	30 000
Centre	1 000
Hauts-Bassins	1 500
Nord	15 000
<b>Total</b>	<b>102 000</b>



**Multisecteur réfugiés**

Région	Nombre de réfugiés
Sahel	26 808
Centre	2 144
Hauts Bassins	1 048
<b>Total</b>	<b>30 000</b>



<sup>2</sup>Le niveau national a été considéré pour les épidémies et les déplacements de population

Figure 6 : Tableau récapitulatif du nombre de personnes affectées

Refugiés	Insécurité alimentaire	Malnutrition	Maladie à virus Ebola
30 000 <sup>ii</sup> Réfugiés maliens	939 148 <sup>iii</sup> Personnes en insécurité alimentaire	499 000 <sup>iv</sup> Cas de malnutritions aiguës globales	1 000 <sup>v</sup> Cas potentiels
	9 092 Phase 4	149 000 Cas de malnutrition aiguë sévère	50 000 Contacts à suivre
	255 305 Phase 3	350 000 Cas de malnutrition aiguë modérée	
	674 751 Phase 2		

## Situation

La situation humanitaire du Burkina Faso à la fin de l'année 2014 reste marquée par les effets des crises que le pays a connu durant ces trois dernières années notamment l'insécurité alimentaire, la malnutrition et l'impact du conflit malien. Si la crise des réfugiés est un phénomène ponctuel, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont récurrentes. En effet, au Burkina Faso, la sécurité alimentaire dépend en grande partie des produits agro-sylvo-pastoraux en général et de la production agricole en particulier. Cet état de fait s'explique par le fait qu'environ 80% de la population tirent leurs revenus du secteur rural.

Au cours des dix dernières années, le Burkina Faso a régulièrement fait face à des catastrophes naturelles, notamment les inondations et les sécheresses, entraînant des crises humanitaires de plus en plus récurrentes. Ces situations combinées à une dégradation progressive des conditions de vie des populations vulnérables ont un impact sur la capacité de ces derniers à se prendre en charge. C'est ainsi que la sécheresse de 2011 et la mauvaise campagne agricole 2011-2012 ont provoqué une crise alimentaire et nutritionnelle qui a touché plus de 2,8 millions de personnes. Suite à l'amélioration des campagnes agricoles qui ont suivi et aux effets combinés des interventions et soutiens réguliers du gouvernement et de ses partenaires, le nombre de personnes dans le besoin a progressivement diminué, passant de 2,8 millions de personnes en 2012, à 1,7 million en 2013, et 1,3 million en 2014.

Pour l'année 2015, une évaluation faite par le Cadre harmonisé en octobre 2014 a identifié un total de 939 148 personnes qui seront en insécurité alimentaire réparties sur l'ensemble du pays. Toutefois, il faut noter que ces estimations ont été faites sur la base des données prévisionnelles de récoltes et seront susceptibles d'évoluer en mars 2015 après la publication des données définitives.

Sur le plan de la lutte contre la malnutrition, les efforts du Gouvernement et de ses partenaires dans le domaine de la nutrition se sont traduits par la baisse des prévalences de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans au cours des dix dernières années. En effet, la prévalence de la malnutrition chronique est passée de 46% en 1998 à 43% en 2003 pour atteindre 31,5% en 2013. S'agissant de la forme aiguë de la malnutrition et de l'insuffisance pondérale, les prévalences ont évolué respectivement de 12,4% à 8,2% et de 38% à 21% entre 2003 et 2013.

Les interventions en faveur des réfugiés maliens ont commencé en 2012 pour environ 107 000 personnes. Le nombre de réfugiés qui avoisinait les 50 000 en 2013 est passé à 32 850 en début 2014 grâce à l'enregistrement biométrique. Pour l'année 2015, le chiffre de planification porte sur 30 000 réfugiés. 80% de ces derniers vivent dans la région du Sahel au Nord du Burkina Faso, et les 20% restants sont répartis dans le Kadiogo et le Houet dans la région du Centre.

Le contexte de l'élaboration de la stratégie de réponse en 2015 est aussi marqué par la crise socio-politique qui a secoué le Burkina Faso entre le 28 octobre et le 3 novembre 2014. Sans cibler spécifiquement les acteurs humanitaires, cette dernière a eu un impact énorme sur certaines structures humanitaires. Deux secteurs ont été particulièrement touchés à savoir l'assistance alimentaire et l'éducation. La valeur minimale des pertes s'élève à six milliards quarante-sept millions neuf cent trente mille six cent quinze (6 047 930 615) Francs CFA (équivalents

environ à 10 700 000 USD) suite au pillage ou incendies dont ont été victimes certaines structures intervenant dans lesdits secteurs. Les biens emportés étaient destinés à soulager les souffrances de plusieurs groupes vulnérables ou des victimes potentielles de catastrophes soudaines.

Chacune de ces crises a un impact négatif sur les autres secteurs humanitaires tels que le WASH, l'Education, la protection de l'enfant, le relèvement précoce, les violences basées sur le genre, etc. Malgré l'amélioration de la situation humanitaire constatée de 2012 à 2014 grâce aux différentes interventions du gouvernement burkinabè et de la communauté humanitaire dans son ensemble, force est de reconnaître que les effets des crises ont été si forts que les populations dans certaines régions restent fragilisées et ont besoin d'une assistance humanitaire adéquate.

Pour le secteur WASH par exemple, la problématique de l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement continue d'affecter sérieusement les populations surtout en zones rurales. Le taux actuel d'accès aux services d'eau potable dans le monde rural reste en dessous de 65% (52% au Sahel, 50% à l'Est et 49% dans les Hauts Bassins). Une étude réalisée par 2iE/UNICEF dans des villages du Plateau Central (2012) a démontré que quand bien même 2/3 des points d'eau sont potables, 95% de l'eau consommée à domicile n'est pas potable car contaminée lors de la chaîne de transport et de stockage. Le taux d'accès à l'assainissement est inférieur à 8% en milieu rural et 35% en milieu urbain (le Sahel, les Cascades et le Centre Sud ont un taux de moins de 2% chacun). À ces problématiques s'ajoute la faible connaissance et l'application des mesures d'hygiène qui constituent les facteurs favorables à la survenue de l'épidémie de choléra et autres maladies diarrhéiques.

Sur le plan de la santé, le profil épidémiologique du Burkina Faso est marqué par la persistance des endémo-épidémies, notamment avec les récurrentes épidémies de méningite, de rougeole, de fièvre jaune et de choléra. Les multiples efforts déployés dans le domaine de la vaccination ont permis d'enregistrer une accalmie des épidémies de fièvre jaune et de méningite à méningocoque A depuis 2011 et une relative diminution des foyers épidémiques de rougeole. Quant au choléra, la dernière épidémie a été enregistrée en 2012 dans 3 districts de la région du Sahel avec 143 cas notifiés, dont 7 décès, soit un taux de létalité de 4,9%.

Malgré l'accalmie, les maladies à potentiel épidémique constituent toujours une préoccupation. Le Burkina Faso n'a plus enregistré de cas de méningite à méningocoque A depuis la campagne nationale de vaccination de 2010 avec le nouveau vaccin conjugué, mais a enregistré en 2012 dans 13 districts sanitaires, des foyers épidémiques de méningite avec une prédominance d'autres germes (*Neisseria meningitidis* W135 et *Streptocoque*). Au total, 6 793 cas suspects dont 720 décès ont été notifiés, soit un taux de létalité de 10,2 %. En 2013 et 2014, respectivement 2 919 cas suspects/339 décès et 3 475 cas suspects /357 décès ont été notifiés avec toujours une prédominance du germe streptocoque.

La dernière épidémie de rougeole ayant fait l'objet de riposte vaccinale a été enregistré en 2012 avec 7 906 cas suspects notifiés dont 31 décès, avec un quart des cas enregistrés au sein des populations réfugiées du Mali. En 2013, 3 680 cas suspects dont 13 décès ont été enregistrés et en 2014, 2 352 cas suspects dont 11 décès.

Le risque d'épidémie de choléra reste également toujours élevé en raison de la situation endémo-épidémique de cette maladie dans la sous-région et des facteurs de risque existants.

De plus, l'épidémie d'Ebola qui sévit en ce moment dans la région et qui a déjà touché le Mali (pays voisins du Burkina Faso) recommande que cette problématique soit prise en compte dans la stratégie de réponse humanitaire de l'année 2015.

Par ailleurs, la scolarisation au Burkina Faso de façon générale se heurte au faible accès des ménages à la nourriture. Il en résulte que la malnutrition a des conséquences négatives sur le secteur de l'éducation, notamment le retard et le développement intellectuel de l'enfant, mais également l'augmentation des taux de déscolarisation et de sous-scolarisation dans certaines régions.

Tout comme pour les années précédentes, en 2015, la situation de vulnérabilité décrite ci-dessus fait que les populations concernées auront des difficultés pour faire face à leurs besoins multisectoriels. C'est dans ce contexte que les acteurs humanitaires entendent répondre aux préoccupations majeures identifiées dans l'Aperçu des Besoins Humanitaires à travers des projets et des activités dans différents secteurs. Ce qui contribuera à renforcer les capacités de résilience des populations vulnérables identifiées ou affectées de façon chronique ou conjoncturelle par les différentes crises.

## Portée de la stratégie

A travers les projets et les activités proposés par les acteurs, la réponse humanitaire de l'année 2015 pour le Burkina Faso s'inscrit dans les objectifs stratégiques retenus au niveau régional. La stratégie vise à consolider les acquis des interventions des années antérieures tout en apportant une réponse coordonnée aux besoins des populations des zones les plus affectées par l'insécurité alimentaire, la malnutrition, le conflit malien et les zones à risque d'épidémie. Des actions seront également entreprises dans les secteurs WASH, Education, protection de l'enfant, et les violences basées sur le genre. Toutefois, il convient de noter que même si la stratégie de réponse cible 100% des personnes dans le besoin (sauf dans le secteur WASH), elle seule ne pourra pas prendre en compte tous les besoins humanitaires. D'une manière générale, la stratégie pourra compléter la mise en œuvre des programmes du gouvernement notamment le plan de soutien aux populations vulnérables, les programmes réguliers de développement, ainsi que les autres apports de certains partenaires humanitaires comme le Mouvement de la Croix Rouge et du Croissant Rouge, les confessions religieuses, le secteur privé, etc.

Dans le secteur de la sécurité alimentaire, la stratégie porte sur la réponse aux besoins des populations identifiées dans les 42 provinces en insécurité alimentaire minimale (phase 1), les 3 provinces (Sanmatenga, Soum, Séno) en insécurité alimentaire sous pression (phase 2) et qui risquent de basculer en phase 3 (crise), soit un nombre total de 939 148 personnes dans tout le pays. L'intervention du SRP envisage couvrir au moins 54% des besoins non couverts par le Plan de réponse et de soutien aux populations vulnérables du gouvernement.

La vulnérabilité pastorale n'est pas en reste car caractérisée cette année par une insuffisance du disponible fourrager surtout dans les régions du Nord, du Sahel et du Centre Nord où les pâturages sont dégradés. Ce qui pourrait entraîner une transhumance précoce avec risque de conflits, une baisse de productivité des animaux, une longue période de soudure et une forte mortalité des animaux, une forte décapitalisation du cheptel avec la perte aux producteurs de leurs moyens d'existence.

Concernant la lutte contre la malnutrition, l'intervention des acteurs concerne principalement les enfants de moins de cinq ans, les femmes allaitantes et les femmes enceintes car ces groupes sont les plus touchés par la malnutrition. La malnutrition chronique ou retard de croissance touche environ un enfant sur trois avec des conséquences graves sur leur santé et leur survie, leur développement cognitif, leur capacité d'apprentissage et leur capacité à participer pleinement au développement économique et social du pays. La prise en charge de la MAG concerne 80% des personnes dans le besoin dans tout le pays.

A cet égard, la stratégie prend également en compte la protection de l'enfant dans les zones les plus durement touchées que sont la région du sahel, de l'Est, du Centre Est, du plateau Central, Centre-Nord et du Nord, afin de limiter les conséquences de la malnutrition des enfants notamment le retard de leur développement physique et intellectuel, la déscolarisation et la sous-scolarisation.

Quant à la lutte contre les épidémies, les actions viseront à renforcer les capacités pour la surveillance épidémiologique pour la confirmation biologique et à assurer une réponse adéquate en termes de prise en charge des cas et de riposte vaccinale. A cet égard, le secteur santé compte pouvoir contribuer à travers les financements de la stratégie, pour 70 % des besoins en cas d'urgence.

Dans le contexte de l'épidémie de la Maladie à Virus d'Ebola qui sévit dans la sous-région ouest africaine depuis décembre 2013, les actions urgentes devront porter sur la formation et le soutien au fonctionnement des équipes d'intervention rapide, le renforcement du dispositif de contrôle des passagers et de surveillance épidémiologique aux points d'entrée du pays, et le renforcement des mesures de prévention des infections.

L'action des partenaires du secteur de l'Éducation s'inscrit dans la continuité des stratégies en cours. Elle vise à assurer une éducation de qualité aux enfants en situation de risques. Les axes d'intervention touchent tout aussi bien l'éducation formelle que l'éducation non formelle. De façon spécifique, il s'agit de l'éducation préscolaire, primaire, du post primaire, des classes passerelles, de l'alphabétisation et de la formation préprofessionnelle. Mais il faudra aussi assurer la couverture des besoins créés par les actes de pillage et de vandalisme occasionnés par l'insurrection populaire de fin octobre 2014.

Ces interventions devront contribuer à la prise en charge des enfants identifiés dans la présente stratégie en favorisant l'accès, le maintien et la réussite à l'école. En outre, en collaboration avec les services du ministère concerné, les interventions aideront à améliorer la qualité des apprentissages. La cible des interventions est de 866 424 enfants pour 2015 dont 17 459 enfants réfugiés.

Les interventions WASH doivent de plus en plus soutenir le secteur de la sécurité alimentaire et de la nutrition qui sont les principales priorités humanitaires retenues. Dans cette optique, un suivi sera assuré pour renforcer la

synergie d'action avec ces secteurs en vue de répondre aux besoins prioritaires des populations des trois régions ciblées comme plus vulnérables.

Enfin, dans le multisecteur réfugié, des mécanismes de retours facilités seront mis en place pour ceux qui souhaitent rentrer au Mali tandis que les activités d'insertion socio-économique et d'assistance d'urgence seront poursuivies pour ceux qui restent au pays.

## Fondements

L'objectif principal de l'intervention humanitaire au cours de la période 2014-2016 est de soutenir les populations vulnérables à mieux faire face aux chocs en répondant aux signaux d'alerte de manière anticipée, réduisant la durée du relèvement post-crise et renforçant les capacités des acteurs nationaux tout en fournissant aux personnes en situation d'urgence une assistance coordonnée et intégrée nécessaire à leur survie. Pour atteindre cet objectif, la réponse 2015 s'inscrit dans la continuité des actions entreprises par l'ensemble des acteurs internationaux et nationaux au cours des trois dernières années.

En effet, les acteurs humanitaires et de développement estiment que les quatre priorités pour le Burkina Faso sont l'insécurité alimentaire, la malnutrition, l'appui aux réfugiés maliens et les épidémies. Le plan couvre toute l'année 2015. Il a une envergure nationale mais les actions seront plus concentrées dans les zones identifiées à risque et où des populations subissent une insécurité alimentaire sévère. Aussi, il sera tenu compte des populations durement éprouvées par les crises alimentaires et nutritionnelles précédentes et ayant enregistré une perte ou un affaiblissement poussé de leurs moyens d'existence. Ainsi, des actions de reconstitution ou de maintien de leurs moyens de production seront menées en vue du renforcement de leur capacité de résilience. Ces interventions des acteurs humanitaires compléteront les efforts du Gouvernement en faveur des populations indigentes des 13 régions du Burkina Faso. L'approche par responsabilité sectorielle sera privilégiée. Chaque secteur mettra en œuvre ses activités en partenariat/concertation avec l'ensemble des acteurs concernés et les structures étatiques appropriées.

## Description de la stratégie et sa mise en œuvre

La stratégie de réponse repose sur les principes d'approches participative et communautaire déclinés en objectifs à atteindre à court, moyen et long terme. Elle tiendra compte des partenariats institutionnels et opérationnels construits au Burkina Faso entre les différents acteurs et le Gouvernement. Elle s'appuiera aussi sur les principes directeurs qui régissent les stratégies et politiques reconnues au niveau national en matière d'action humanitaire qui sont la redevabilité, l'égalité, l'équité et la non-discrimination, la solidarité, la concertation et le partenariat, la subsidiarité et la participation. Aussi, toute l'action des intervenants s'alignera sur les principes définis par la stratégie humanitaire régionale à savoir l'anticipation et la proactivité, la consolidation des partenariats, la multisectorialité, le renforcement des capacités et de la résilience des populations face aux chocs.

Concrètement, les différents groupes sectoriels définissent dans leurs plans sectoriels des programmes d'activités permettant à la fois d'agir sur les ménages et les communautés dans le court terme (activités à gain rapide) en vue d'atteindre les trois objectifs stratégiques du plan de réponse 2014-2016, et sur le renforcement des moyens d'existence et la résilience des populations bénéficiaires sur le moyen et long terme.

Il s'agira d'appuyer les cibles dans les différentes zones d'intervention identifiées lors de l'analyse des besoins. Deux modalités essentielles dicteront la programmation des activités: les interventions directes qui concernent les actions d'urgence et les interventions indirectes portant sur la mise en œuvre d'activités plus à même de répondre, sur une échelle plus large, aux besoins des populations vulnérables ciblées en matière de renforcement de leurs moyens d'existence et de leur résilience (transferts monétaires conditionnels, appui à la production agricole et pastorale...). Il s'agira également de mener des activités de construction ou de réhabilitation d'infrastructures WASH, sanitaire ou éducatives dans les zones où des besoins urgents ont été identifiés.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie, plusieurs difficultés pourraient se présenter à l'ensemble des acteurs. Il s'agit entre autres de la faible mobilisation des ressources financières, de la faible implication des acteurs humanitaires et des services étatiques dans les mécanismes de coordination, des difficultés de collectes de données désagrégées par sexe et par âge, de la non appropriation du SRP par tous les acteurs, de l'inaccessibilité des zones en saison pluvieuse, de la possible instabilité sociopolitique, du vide juridique dans certains secteurs (protection, VBG, protection de l'enfant), et enfin l'insuffisance de capacités (ressources humaines) dans certaines structures.

Pour faire face à ces difficultés, l'Équipe Humanitaire Pays en concertation avec le Gouvernement travaillera à renforcer les mécanismes de coordination et de communication, le plaidoyer, la mise en place de stratégies sécuritaires, et le suivi-évaluation. En outre, les actions de renforcement des capacités et de sensibilisation prévues par les acteurs contribueront à la résolution de certains de ces défis.

### Questions transversales et spécifiques au contexte

**Le genre** : la question de genre est essentielle pour tous les secteurs. Les projets élaborés dans le présent plan, intègrent la prise en considération des questions de genre afin de réduire les inégalités entre les hommes, les femmes et les enfants lors de la mise à disposition des biens et services humanitaires. Tel est notamment le cas du recrutement des personnels, des actions de renforcement des capacités et de collecte de données ainsi que l'implication des femmes dans les comités de gestion des projets, etc. Pour ce faire, tous les partenaires humanitaires sont encouragés à tenir compte de la notation genre (gender marker) lors de l'élaboration et de la mise en œuvre de leurs projets. Le suivi sur ORS tiendra aussi compte de cet aspect.

**L'environnement** : la prise en compte des questions environnementales sera systématique dans tous les secteurs mais plus précisément dans le multi secteur (réfugiés) et le WASH qui ont généralement des projets dont la mise en œuvre peut avoir un impact important sur l'environnement. Tout comme pour le genre, la notation « environnement marker » sera également utilisée par les acteurs proposant des projets, pour s'assurer d'une meilleure prise en compte des aspects environnementaux dans les interventions afin de mitiger les effets et impacts négatifs des actions sur ce dernier.

**La cohésion sociale/cohabitation pacifique** : La promotion de la cohésion sociale sera une priorité du plan dans le but d'éviter que les populations ne soient confrontées à des tensions sociales, en particulier dans la région du Sahel du Burkina Faso, où il existe des velléités de compétition dans le contrôle des ressources naturelles et environnementales insuffisantes (occupation des terres, accès à l'eau et au fourrage, bois de chauffe, alimentation du cheptel, etc.). La perte de la quasi-totalité de la production agricole 2014-2015 ravagées par les oiseaux granivores (dans le Soum en particulier) et la présence prolongée des réfugiés compromettent les moyens d'existence et pourraient augmenter la probabilité de conflits. Dans le but de prévenir ces tensions, des actions ciblées seront poursuivies au profit des populations vivant à proximité des camps de réfugiés maliens.

**La résilience** : Sur le plan de la résilience, il est indispensable que les acteurs s'engagent d'une manière holistique à travers une approche ciblant les plus vulnérables. Les conséquences du faible bilan agricole sur la mortalité et la morbidité se feront ressentir dans les mois à venir surtout si des financements ne viennent pas compenser des pertes subies par les organisations suite à la crise sociopolitique des 30 et 31 octobre 2014, notamment le CONASUR, Catholic Relief Service, le MENA, le MESS et la SONAGESS).

La consolidation des moyens de subsistance des populations se fera par la mise en œuvre d'activités visant à créer ou à diversifier les revenus des populations affectées dans les zones ciblées. Il s'agira de renforcer les capacités de résilience des populations, en l'occurrence sur le plan alimentaire et nutritionnel, l'acquisition des biens scolaires et de consommation courante, l'accès à la santé et aux autres services sociaux de base. Dans le contexte sociopolitique actuel les défis du relèvement précoce pourront être la continuité du fonctionnement des services administratifs communaux, la gestion pacifique de la période de transition afin que le pays regagne sa stabilité et puisse poursuivre son processus de développement inclusif et participatif.

### La cohérence du plan stratégique avec les autres plans à plus long terme

Comme ce fut le cas lors des années précédentes (2013 et 2014), la mise en œuvre du Plan de réponse stratégique (SRP) s'appuiera sur les instruments et dispositifs existants (documents de référence, plans de réponse opérationnel et politiques nationaux, documents stratégiques tels que la SCADD, l'UNDAF, AGIR) et plus particulièrement sur les documents cadres qui sont la nouvelle Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNSA-N) d'une part, et le Plan national de résilience et de soutien aux populations vulnérables de l'année 2015, d'autre part.



Remise de vivres aux réfugiés par l'OCADES, 2014, Michèle Compaoré

Utilisé par le Gouvernement depuis la crise de 2012, ce plan annuel est l'unique cadre de référence et d'orientation en matière d'évaluation de la situation alimentaire et nutritionnelle, de définition des besoins et de suivi-évaluation des réponses apportées par le Gouvernement et ses partenaires. De fait, le SRP s'inscrit dans une logique de complémentarité avec le plan de réponse du Gouvernement.

## Suivi de l'intervention

Le suivi de la mise en œuvre du plan 2015 se fera à travers les mécanismes nationaux et internationaux prévus à cet effet. C'est notamment le suivi financier et l'utilisation des ressources sur le Financial Tracking System (FTS), la consolidation de rapports humanitaires à travers l'outil ORS, la mise à jour de tableaux de bord des interventions, les réunions d'information et de coordination avec les parties prenantes. Le suivi de la mise en œuvre de la stratégie sera également encouragé au sein de chaque secteur en vue d'une bonne capitalisation des interventions. De même, les missions conjointes d'évaluation et de revue organisées par l'État, certains de ses partenaires (PAM et FAO et ONGs) et le dispositif d'appui et de suivi national devront être renforcées pour s'assurer de l'efficacité et l'efficience de la stratégie. Enfin, le suivi des interventions tiendra aussi compte du « Sahel performance monitoring framework » conçu au niveau régional.

## Processus et participation

L'élaboration de l'aperçu des besoins et du plan de réponse stratégique a été un processus inclusif et participatif qui s'est fait sous le lead du Coordonnateur Humanitaire et la facilitation de l'Equipe OCHA (HAT) du Burkina Faso. Deux ateliers techniques ont été organisés par OCHA ; l'un pour l'élaboration du HNO et l'autre pour le SRP. Le but de ces ateliers était de permettre aux acteurs humanitaires, organisés par secteurs y compris les structures étatiques en charge de l'action humanitaires, de se concerter sur l'ensemble des questions à résoudre à savoir les principales problématiques humanitaires et les zones à risques, s'accorder sur les chiffres de planification, et enfin élaborer des projets. Ont participé à ces deux processus les agences du système des Nations Unies, les ONG nationales et internationales, les structures étatiques en charge des questions humanitaires, certains représentants des bailleurs de fonds et la Croix Rouge.

À l'issue des concertations menées en ateliers, les documents consolidés ont fait l'objet d'une large diffusion afin que les acteurs qui n'ont pas pu prendre part aux ateliers puissent apporter leurs contributions au processus. Les documents, une fois techniquement validés ont été ensuite soumis à la validation finale des membres de l'Equipe Humanitaire pays. Au niveau du multisecteur Réfugiés, le Représentant du HCR dirige la préparation et la réponse stratégique auprès des réfugiés, en partenariat avec les membres de l'EHP ainsi que les organisations gouvernementales et de développement.

## Evaluation des besoins

Dans le document d'aperçu des besoins humanitaires HNO, il a été identifié des besoins d'évaluation suivants:

Dans le secteur de l'eau, Hygiène et assainissement (WASH), les acteurs devront prévoir des évaluations relatives aux données sanitaires sur les taux de mortalité et morbidité liées aux maladies d'origine hydrique. Une évaluation intersectorielle des besoins WASH permettrait également une meilleure planification et une synergie d'action par tous les secteurs.

Dans le secteur de la protection contre les violences basées sur le genre, très peu de données existent. Une analyse différenciée des cas par région pourrait mieux orienter les acteurs pour une réponse plus appropriée.

Dans le secteur de l'éducation, une évaluation devra être faite pour disponibiliser les données relatives aux enfants en dehors du système éducatif (OOSC).

En plus de ces derniers, le tableau suivant complète la liste des évaluations planifiées par certains secteurs :

Figure 7 : Tableau des évaluations en 2015

SECTEURS	TYPE D'ÉVALUATION PREVUE (D'ICI LA FIN DE L'ANNEE ET EN 2014)	ORGANISATION OU AGENCE D'IMPLEMENTATION	DATES PREVUES POUR CES EVALUATIONS	ZONES ET POPULATIONS CONCERNEES PAR CES EVALUATIONS
<b>Sécurité alimentaire</b>	Première session du cadre harmonisé de 2015	MARHASA	Mars 2015	National
<b>Education</b>	2015, Rencontre de bilan précédée d'une évaluation du projet d'Education et de protection des enfants réfugiés maliens de 3 à 5 ans (décembre 2014 à mai 2015),	Croix-Rouge Burkinabé	Mai 2015	Province du Séno Village de Dori : camp des réfugiés à Goudebou et village de Selbo Population du village hôte de Selbo et la communauté réfugiée du camp de Goudebou
<b>Protection de l'enfant</b>	Enquête sur le mariage précoce dans la Région du Sahel	UNICEF	Février – octobre 2015	Région du Sahel et ses quatre provinces, toutes populations confondues
<b>GBV</b>	Impact des Procédures Opérationnelles Standards dans la Prévention et la Réponse aux Violences Basées sur le Genre	UNFPA	Juin 2015	Organisations membres du groupe
<b>Santé / Nutrition Multisecteurs</b>	Enquête nutritionnelle	UNHCR	Février 2015	Sahel (Camps des réfugiés) Réfugiés Maliens
	Enquête nationale de Nutrition (SMART)	Gouvernement, UNICEF, FAO, PAM, OMS et certains PTF	Aout-Septembre 2015	Tout le pays
	Evaluation des investissements en Nutrition (Développement et Humanitaire)	Gouvernement et UNICEF	Avril – Septembre 2015	Tout le pays
	JAM (Joint Assessment Mission) Evaluation conjointe sur tous les secteurs	UNHCR – PAM	Avril-Mai 2015	Centre, Sahel, Hauts-Bassins Réfugiés Maliens et urbains
	HEA – HIM Etude économique des ménages et des individus	UNHCR – Experts Extérieurs	Janvier 2015	Hauts – Bassins Réfugiés maliens
	Age, Gender, Diversity Mainstreaming (AGDM) Evaluation multisectorielle	UNHCR – Partenaires – Réfugiés	Septembre 2015 Novembre 2015	Sahel Sahel, Centre et Hauts – Bassins Réfugiés maliens et réfugiés urbains

## INDICATEURS ET OBJECTIFS STRATÉGIQUES

### OBJECTIF STRATÉGIQUE N°1 : RECUEILLIR LES DONNEES SUR LES RISQUES ET LES VULNERABILITES, LES ANALYSER ET INTEGRER LES RESULTATS DANS LA PROGRAMMATION HUMANITAIRE ET DE DEVELOPPEMENT

Indicateur	Reference	Cible			Responsabilité et méthode de suivi
		Fin-2014	2015	2016	
Les mécanismes d'alerte précoce mis en place pour la sécurité alimentaire, la malnutrition, les épidémies, le déplacement et les catastrophes naturelles	5 (CPSA, Rapports Fewnet, Suivi météorologique, surveillance épidémiologique), Suivi des admissions des enfants souffrants de malnutrition aigüe sévère	5	5	6	UNHCR, UNICEF, rapports d'Activités missions sur le terrain, réunions de coordination, enquêtes
Disponibilité de séries de données sur les vulnérabilités pour le secteur et régions clés	9 (Sécurité alimentaire, nutrition, Multi secteurs, Santé, éducation, WASH, protection de l'Enfant, VBG)	9	9	9	MPFG/UNFPA/UNHCR/UNICEF/PAM/FAO et partenaires associatifs
Analyse des vulnérabilités intégrée dans les PNUAD, BCP et PRS des pays ainsi que dans d'autres instruments de planification internationales	80%	80%	90%	100%	Agences UN, partenaires étatiques, organisations internationales et nationales
Les plans et les budgets de développement des gouvernements ciblent les populations vulnérables	Oui	Oui	Oui	Oui	Agences UN, partenaires étatiques, organisations internationales et nationales
Les investissements agricoles ciblent les ménages vulnérables et marginalisés (indicateur AGIR)	Oui	Oui	Oui	Oui	Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, SE-CNSA, CONASUR, PAM, FAO, OCHA, ECHO, Partenaires
Taux de complétude et de promptitude des rapports de surveillance épidémiologiques	80%	80%	90%	100%	Ministère et OMS

## OBJECTIF STRATÉGIQUE N°2 : SOUTENIR LES POPULATIONS VULNERABLES A MIEUX FAIRE FACE AUX CHOCS EN REPOUNDANT AUX SIGNAUX D'ALERTE DE MANIERE ANTICIPEE, REDUISANT LA DUREE DU RELEVEMENT POST-CRISE ET RENFORÇANT LES CAPACITES DES ACTEURS NATIONAUX

Indicateur	Reference	Cible			Responsabilité et méthode de suivi
		Fin-2014	2015	2016	
La capacité d'adaptation des ménages affectés est améliorée (mesurée à travers l'index de stratégies d'adaptation (CSI))	3 8 (base enquête PFSA PAM/GVT, Valeur de l'index Moyen à 3 8)	3 5	3	2 5	Dispositif national de sécurité alimentaire, (Gouvernement, FAO, PAM, ONG)
Taux de relèvement des ménages affectés a augmenté (mesuré à travers l'index de stratégies d'adaptation (CSI))	35 4% des ménages en insécurité alimentaire, ENIAM 2008)	30%	15%	10%	Dispositif national de sécurité alimentaire (Gouvernement, FAO, PAM, ONG)
Développement et mise en œuvre de politiques et programmes nationaux de protection sociale (indicateur AGIR)	Oui (feuille de route nationale, AGIR et indicateurs en cours d'élaboration par le Gouvernement)	Oui	ND	ND	Ministère de l'action sociale, SE-CNSA, CONASUR, PAM, FAO, OCHA, ECHO, Partenaires, Dispositif national de sécurité alimentaire, ONGs
Une stabilisation ou amélioration de la classification globale du Cadre Harmonisé dans les zones de moyens d'existence (ou livelihoods) sur deux saisons, suite à une assistance humanitaire continue	6 provinces en phase II	19	ND	ND	Dispositif national de sécurité alimentaire
Les mécanismes de déclenchement de l'action précoce développés et opérationnels pour les situations d'urgence	Oui	Oui	Oui	Oui	Equipe humanitaire pays, Gouvernement

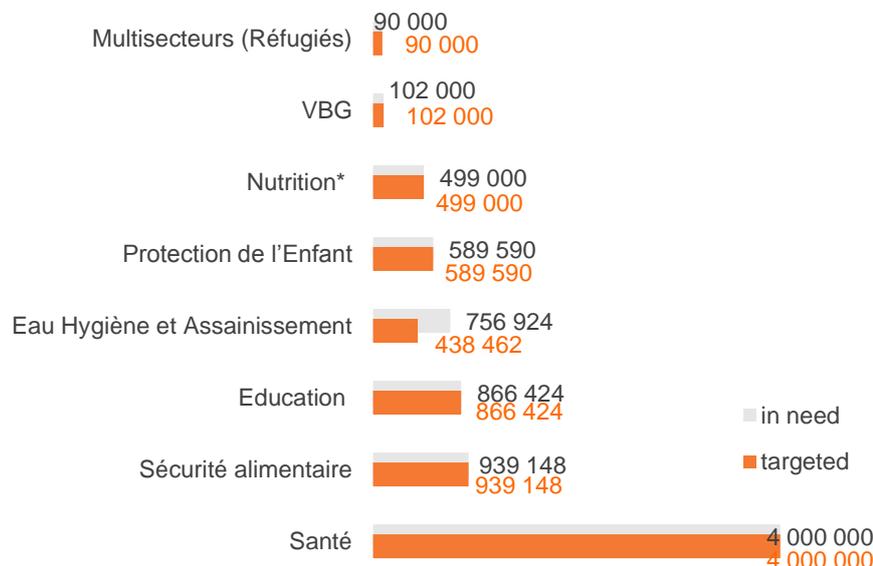
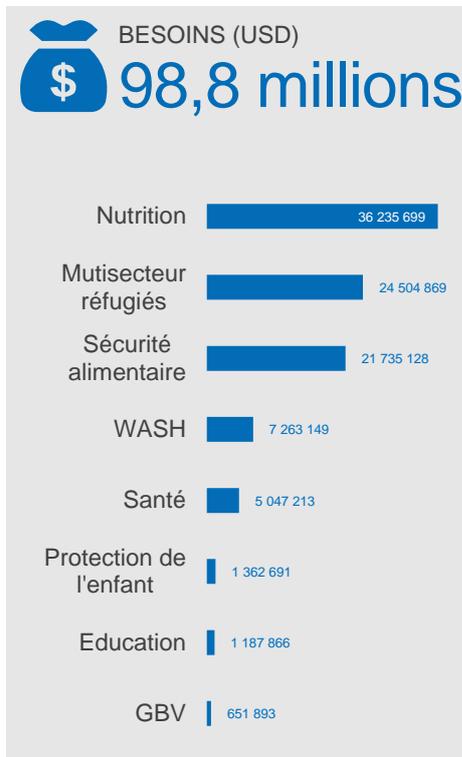
## OBJECTIF STRATÉGIQUE N°3 : FOURNIR AUX PERSONNES EN SITUATION D'URGENCE UNE ASSISTANCE COORDONNEE ET INTEGREE, NECESSAIRE A LEUR SURVIE

Indicateur	Reference	Cible			Responsabilité et méthode de suivi
		Fin-2014	2015	2016	
Pourcentage des personnes en situation d'urgence bénéficiant d'une assistance nécessaire à leur survie	100%	100%	100%	100%	MPFG/UNFPA/UNHCR/UNICEF et partenaires associatifs
Réduction de l'écart entre les taux de financement des clusters	108%	-20% (88)	-40% (48)	-20% (28)	Calcul de la variation de l'écart entre le secteur le plus financé et le secteur moins financé Responsabilité: EHP, OCHA
Réduction du nombre de personnes en phase 3 et 4 du Cadre Harmonisé		ND	ND	ND	Dispositif national de suivi (à noter que pour le moment il n'existe pas de population en phases 3 et 4 du cadre

Indicateur	Reference	Cible			Responsabilité et méthode de suivi
(Insécurité Alimentaire)	NA (pas de populations en 2013)				Harmonisé au Burkina Faso les cibles sont fixées en prospective
Taux brut de mortalité (CMR) tendance (Épidémies / Santé)	11,8‰	11,8‰	Non Disponible	Non Disponible	Ministère de la santé, OMS, RGPH 2006
Taux de mortalité des moins de 5 ans (TMM5) tendance (Épidémies / Santé)	129‰	129‰	Non Disponible	Non Disponible	Ministère de la santé, OMS, EDS IV
Pourcentage de personnes vulnérables affectées (enfants, femmes, hommes) ayant reçu à temps un paquet minimum WASH fonctionnel adapté à leur(s) vulnérabilité(s)	ND	90%	90%	90%	Responsables de DREAHA et Responsables des districts sanitaires
Proportion de structures de santé appuyées dans l'approvisionnement en vaccins pour la vaccination de rattrapage des enfants réfugiés	100%	100%	100%	100%	Ministère de la Santé et OMS
% d'enfants déchargés guéris des programmes de prise en charge de la MAS (Malnutrition)	88,33%	89 8%	89 8%	89 8%	Ministère de la Santé, Direction de la Nutrition, PTF, Enquêtes Nutritionnelles Nationales
Proportion des cas de viols rapportés au sein des réfugiés et populations hôtes rapportées ayant bénéficié d'une prise en charge médicale	100%	100%	100%	100%	HCR et ses partenaires
Proportion des districts prioritaires approvisionnés en médicaments et intrants	100%	100%	100%	100%	Ministère de la Santé et OMS
Taux d'accouchement assisté dans les districts abritant les camps de réfugiés	78%	100%	100%	100%	Ministère de la Santé et OMS, partenaires du HCR
Proportion d'épidémies investiguées dans les 72 heures	ND	80%	90%	100%	Responsables des districts sanitaires
Proportion d'épidémies ayant bénéficié d'une réponse adéquate	50%	80%	90%	100%	Ministère de la Santé et OMS
Pourcentage d'enfants atteints de MAS et leur famille ayant reçu à temps un paquet minimum WASH-in-Nutrition	21 7% (8 413 MAS touché pour une cible de 38 798 MAS en 2013)	67% (78 000 MAS sur les 115 000 MAS attendus en 2014)	100%	100%	Responsables de DREAHA et Responsables des districts sanitaires
Taux de létalité d'épidémie de choléra	NA	< 1%	< 1%	< 1%	Responsables de DREAHA et Responsables des districts sanitaires

Indicateur	Reference	Cible			Responsabilité et méthode de suivi
Pourcentage de survivantes de VBG ayant bénéficié d'une prise en charge holistique	100%	100%	100%	100%	
Nombre de plan de travail par site d'intervention sur la prévention et la réponse aux VBG financé	1	4	4	4	UNFPA et Partenaires
Nombre de personnes touchées par les activités de prévention et de réponse des VBG	4 585	95 000	90 000	85 000	Ministère de la Promotion de la Femme et du Genre/UNFPA/UNHCR/UNICEF et partenaires associatifs Mission sur le terrain et fiches d'activités

# PLANS SECTORIELS



		Personnes dans le besoin	Personnes ciblées	Coûts initiaux (en millions de \$ US)
	Coordination	NA	NA	773 256
	Education	866 424	866 424	1 187 866
	Eau Hygiène et Assainissement	756 924	438 462	7 263 149
	Multisecteurs (Réfugiés)	90 000	90 000	24 504 869
	Nutrition*	499 000	499 000	36 235 699
	VBG	102 000	102 000	651 893
	Protection de l'Enfant	589 590	589 590	1 362 691
	Santé	4 000 000	4 000 000	5 047 213
	Sécurité alimentaire	939 148	939 148	21 735 128
<b>Total</b>				<b>98 761 764</b>

## COORDINATION



Agence chef de file : nom (UNOCHA)

Coordonnées de la personne de contact : Ibrahima Barry, email : [barry@un.org](mailto:barry@un.org) ou Sylvestre Ndayirukiye, email : [ndayirukiye@un.org](mailto:ndayirukiye@un.org)



PARTENAIRE

1 (OCHA)



BESOINS (USD)

0,8 millions

L'analyse des besoins des populations faite par les acteurs humanitaires permet de conclure que l'année 2015 restera marquée par les conséquences des crises précédentes et la préparation à des urgences latentes. Cette analyse a permis d'identifier quatre principales problématiques: l'insécurité alimentaire, la malnutrition, l'impact du conflit malien et les épidémies. En effet l'insécurité alimentaire concerne 939 148 personnes, la malnutrition aiguë globale touche 499 000 enfants tandis que 30 000 réfugiés maliens auront besoin d'assistance multisectorielle.

Pour satisfaire les besoins identifiés, la coordination se fera à travers des mécanismes établis à Ouagadougou. Mais cette coordination inclut l'organisation de missions d'appui à la région du Sahel qui regroupe un grand nombre de partenaires humanitaires. Un cadre de concertation sur la nutrition et la sécurité est également envisagé dans la région de l'Est où ces questions se posent avec acuité. Les mécanismes de coordination, une fois renforcés, contribueront à faciliter les interventions des partenaires afin d'atteindre les personnes ciblées par chaque secteur tout en évitant les duplications. Chaque chef de file sectoriel dispose de son plan de coordination pour assurer la mise en œuvre des objectifs stratégiques définis.

Enfin, OCHA appuiera la collecte et le traitement de l'information : il s'agit de poursuivre le travail entamé en 2014 par le groupe de gestion de l'information composé de point focaux sectoriels et de le rendre plus opérationnel afin d'améliorer l'accès à l'information. Ce groupe contribuera à définir un système cohérent de gestion de l'information humanitaire par l'élaboration d'un plan de gestion de l'information en temps de crise /catastrophe au Burkina Faso. Des outils devront être élaborés afin de faciliter les évaluations conjointes, la collecte et le traitement de données, l'analyse, le suivi et l'évaluation du Plan de réponse stratégique et de la situation humanitaire. Les outils de collecte de données seront conçus de façon à permettre d'obtenir des données désagrégées par âge et par sexe. Les canaux de diffusion de l'information seront renforcés afin de toucher l'ensemble des acteurs humanitaires.

Le suivi régulier de la situation sociopolitique du Burkina Faso sera une priorité pour OCHA qui continuera les analyses et la production de rapports y relatifs. Il est bien évident que de nombreux défis se posent aux autorités en charge de la gestion de la transition (Conseil National de transition, gouvernement de transition). Au nombre de ces défis, il y a par exemple, la gestion des dossiers de crimes de sang à caractère politique et de crimes économiques, la gestion des élections (présidentielle, législatives et communales), la question des réformes dans tous les secteurs et la satisfaction des attentes de plus en plus pressantes des populations. La coordination humanitaire permettra donc aux acteurs humanitaires de bénéficier des informations collectées et traitées par OCHA (Forum humanitaire, rapports de situation, etc.).

#### Cadre sectoriel Coordination

1	Nombre de réunions intersectorielles et de l'équipe pays humanitaire tenues	16
2	Nombre de produits d'information produits	26
3	Nombre de mécanismes de coordination fonctionnels	9

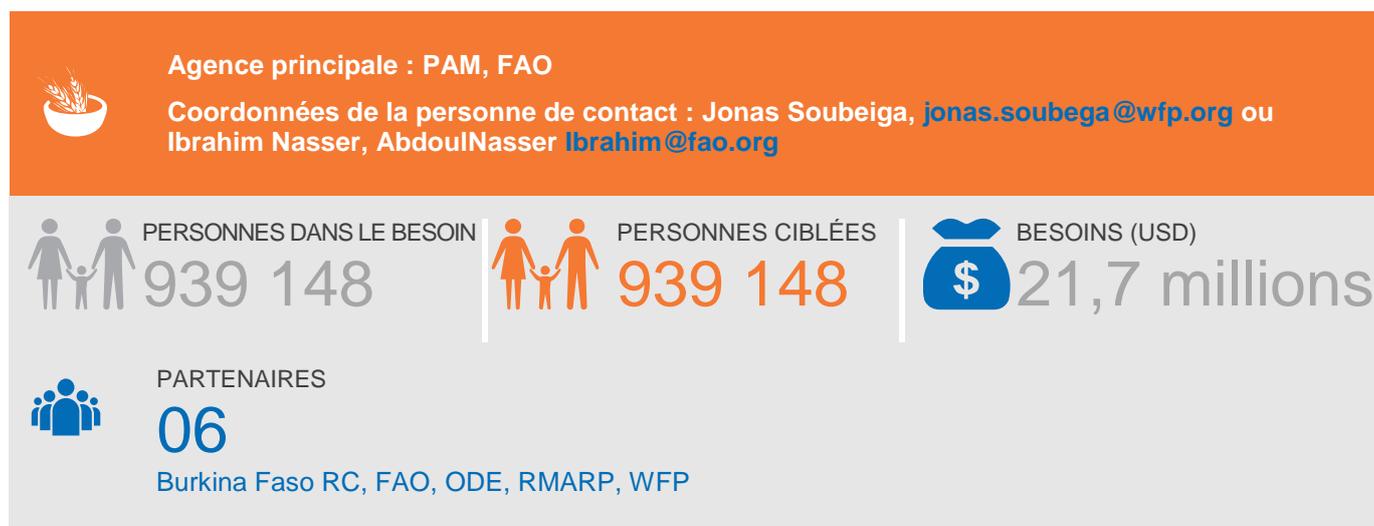
### OBJECTIF STRATÉGIQUE N°1 : RECUEILLIR LES DONNEES SUR LES RISQUES ET LES VULNERABILITES, LES ANALYSER ET INTEGRER LES RESULTATS DANS LA PROGRAMMATION HUMANITAIRE ET DE DEVELOPPEMENT

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Produire régulièrement des produits d'information (3W, aperçu humanitaire, bulletin, rapports humanitaires, tableau des financements, etc.) permettant de mieux comprendre la situation humanitaire, d'identifier les lacunes et de mettre en lumière les réponses apportées / à apporter	Burkina Faso	Nombre produits d'information élaborés	26

### OBJECTIF STRATÉGIQUE N°3 : FOURNIR AUX PERSONNES EN SITUATION D'URGENCE UNE ASSISTANCE COORDONNEE ET INTEGREE, NECESSAIRE A LEUR SURVIE

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Renforcer les capacités des acteurs nationaux (autorités et société civile) dans la préparation et la réponse aux urgences	Burkina Faso	Nombre de séances de formation pour les acteurs nationaux (autorités nationales et société civile)	1
Soutenir et renforcer au niveau national la mise en œuvre du paquet minimum de préparation avec les acteurs concernés (CADRI, plans de contingence, exercices de simulation, formation MIRA, UNDAC, etc.)	Burkina Faso	Nombre de plan de contingence mis à jour	1
Soutenir la coordination stratégique à travers le groupe de travail inter secteurs, et les groupes sectoriels /clusters en assurant la participation des ONGI, ONGN et du gouvernement	Burkina Faso	Nombre de forum humanitaire tenu	10
	Burkina Faso	Nombre de réunions intersectorielles tenues	8
Soutenir la coordination stratégique à travers le groupe de travail inter secteurs, et les groupes sectoriels /clusters et HCT	Burkina Faso	Nombre de réunions secteur / cluster	18

## SECURITE ALIMENTAIRE



La campagne agricole 2013-2014 a été déficitaire par endroits au Burkina. De ce fait, environ 48,4% des ménages agricoles burkinabè n'arriveraient pas à couvrir leurs besoins céréaliers avec leur seule production domestique de la présente campagne. Cette proportion varie de 12,5% dans les Hauts Bassins à 76% au Sahel. Les résultats de l'analyse du Cadre Harmonisé réalisé en novembre 2014 projettent qu'en mars 2015, 939 148 personnes seront en insécurité alimentaire, dont 264 397 personnes en insécurité alimentaire sévère (situation de crise et d'urgence alimentaire).

La priorité pour le secteur de la sécurité alimentaire consistera à accompagner le Gouvernement à répondre aux besoins alimentaires et non alimentaires des populations vulnérables ciblées par le Plan opérationnel national en facilitant l'accès à l'assistance alimentaire et en renforçant leurs moyens d'existence. En référence à ce Plan, qui se chiffre à 40.5 millions de dollars pour la mise en œuvre des activités liées à la sécurité alimentaire, les partenaires humanitaires comptent couvrir à travers le SRP, le gap de 21 735 128 \$ soit 54% des besoins.

Les actions qui seront entreprises par le Gouvernement dans le cadre dudit Plan opérationnel 2015, vont essentiellement consister à l'ouverture et au renflouement en céréales des boutiques pour la vente à prix social, des distributions gratuites de vivres et d'appui non alimentaire pour la production agricole.

Afin d'éviter les doublons aussi bien géographique que des bénéficiaires, le secteur sécurité alimentaire mettra en place une coordination opérationnelle (3W) en lien avec la cellule chargée du suivi de l'évaluation et de la capitalisation du SE CNSA. En rappel, ce dernier est chargé de la coordination de la mise en œuvre du Plan 2015. Par ailleurs d'autres groupes de travail, notamment celui sur le transfert monétaire et le ciblage seront également mis à profit pour plus d'efficacité, de synergie et de complémentarité entre les acteurs humanitaires. La mise en œuvre des activités tiendra aussi compte des autres initiatives prévues dans le plan opérationnel de la PNSP, notamment « le programme des filets sociaux de la Banque mondiale ».

Au regard de l'expérience du Burkina Faso en matière de transfert monétaire, des conditions actuelles de marché et début d'appropriation par le Gouvernement, cette modalité d'assistance sera privilégiée.

## Cadre sectoriel Sécurité alimentaire

Indicateurs communs pour le Sahel		Cible 2015
1	Nombre de ménages ciblés qui ont reçu le soutien agricole (intrants, matériels agricoles)	94 395
2	Nombre de ménage ciblée qui a reçu un soutien pour leur bétail	93 236
3	Nombre de personnes ciblées ayant reçu des transferts conditionnels (espèces, chèques base)	706 068

---

4	Nombre de personnes ciblées ayant reçu des transferts conditionnels (base alimentaire)	ND
5	Nombre de personnes ciblées ayant reçu des transferts inconditionnels (espèces, et nature)	95 892
6	Nombre de personnes ciblées ayant reçu des transferts inconditionnels (base alimentaire)	ND

## OBJECTIF STRATÉGIQUE N°1 : RECUEILLIR LES DONNEES SUR LES RISQUES ET LES VULNERABILITES, LES ANALYSER ET INTEGRER LES RESULTATS DANS LA PROGRAMMATION HUMANITAIRE ET DE DEVELOPPEMENT

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Appui aux Activités Génératrices de Revenu (AGR)	Burkina Faso	Nombre de femmes bénéficiaires des AGR	7000
Appui institutionnel aux services techniques/ Directions Régionales	Burkina Faso	Nombre de services techniques appuyés	13
Assistance alimentaire conditionnelle	Burkina Faso	Montants d'argent transférés (cash for work en \$us)	16945560
	Burkina Faso	Nombre de personnes ayant bénéficié d'une assistance alimentaire conditionnelle	706068
Assistance alimentaire inconditionnelle	Burkina Faso	Montant d'argent transféré (cash inconditionnel en \$us)	3482772
	Burkina Faso	Nombre de personnes ayant bénéficié d'une assistance alimentaire inconditionnelle	95892
Diffusion à temps des analyses et alertes précoces au niveau national pour les différents secteurs et contenant des mesures préventives recommandées	Burkina Faso	Nombre de parution du bulletin d'information sur la sécurité alimentaire	4
	Burkina Faso	Nombre de parutions du bulletin du système d'alertes précoces	12
Evaluer l'impact sectoriel et intersectoriel des interventions sur l'insécurité alimentaire	Burkina Faso	Nombre d'évaluations réalisées	2
Promotion des actions de banques de semences/ achat des céréales anticipé	Burkina Faso	Nombre d'initiatives de production de semences Appuyées	10
	Burkina Faso	Quantité de céréales et de légumineuses achetées auprès des petits producteurs (en tonnes)	4044
Protéger et réhabiliter/renforcer les moyens d'existence des ménages en insécurité alimentaire à travers la distribution d'intrants pour l'élevage (restocking, aliment bétail et autres intrants zoo vétérinaires)	Burkina Faso	Nombre d'animaux distribués (petits ruminants)	20900
	Burkina Faso	Nombre de Tonnes d'aliment pour bétail distribuées (SPAI)	15000

**OBJECTIF STRATÉGIQUE N°2 : SOUTENIR LES POPULATIONS VULNERABLES A MIEUX FAIRE FACE AUX CHOCS EN REpondant AUX SIGNAUX D'ALERTE DE MANIERE ANTICIPEE, REDUISANT LA DUREE DU RELEVEMENT POST-CRISE ET RENFORÇANT LES CAPACITES DES ACTEURS NATIONAUX**

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Analyse conjointe de la Sécurité Alimentaire, Marchés et Risques pour l'identification de zones à risques et populations vulnérables	Burkina Faso	Nombre de missions conjointes d'évaluation de la situation alimentaire et nutritionnelle réalisées	3
	Burkina Faso	Nombre de missions conjointes de suivi météorologique et de l'évolution de la campagne agro-pastorale	3
Participation à l'élaboration et au suivi des stratégies et plans de réponse nationaux	Burkina Faso	Nombre de missions de suivi de la mise en œuvre des plan (s)	3
	Burkina Faso	Nombre de plans élaborés et adoptés	3
Réalisation d'enquêtes participatives, continues et périodiques (EPA, EFSA)	Burkina Faso	Nombre d'EFSA	1
	Burkina Faso	Nombre d'enquêtes EPA réalisées	2
Renforcement des capacités et appui technique aux acteurs et partenaires de la sécurité alimentaire	Burkina Faso	Nombre de sessions de formation réalisée	5
	Burkina Faso	Nombre de structures appuyées	10
Soutien aux initiatives en faveurs de la résilience	Burkina Faso	Nombre d'initiatives soutenues	2

**OBJECTIF STRATÉGIQUE N°3 : FOURNIR AUX PERSONNES EN SITUATION D'URGENCE UNE ASSISTANCE COORDONNEE ET INTEGREE, NECESSAIRE A LEUR SURVIE**

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Assistance alimentaire d'urgence inconditionnelle	Burkina Faso	Montant d'argent transféré (en \$us durant 9 mois : de janvier à la récolte)	572230
	Burkina Faso	Nombre de personnes en situation d'urgence ayant bénéficié d'une assistance alimentaire inconditionnelle	9093

## NUTRITION



Agence principale : UNICEF

Coordonnées de la personne de contact : Denis Garnier, email : [dgarnier@unicef.org](mailto:dgarnier@unicef.org)ENFANTS DE MOINS DE  
5 ANS SOUFFRANT DE  
MALNUTRITION AIGÜE  
DANS LE BESOIN

499 000

ENFANTS DE MOINS DE  
5 ANS SOUFFRANT DE  
MALNUTRITION AIGÜE  
CIBLES

499 000



BESOINS (USD)

36,2 millions



PARTENAIRES

06

ACF-France, ALIMA, MDM-France, SC, UNICEF, WFP

Les efforts des acteurs du domaine se sont traduits par la baisse des prévalences de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans au Burkina Faso au cours des dix dernières années. En effet, la prévalence de la malnutrition chronique est passée de 46% en 1998 à 43% en 2003 pour atteindre 31,5% en 2013. S'agissant de la forme aiguë de la malnutrition et de l'insuffisance pondérale, les prévalences ont évolué respectivement de 12,4% à 8,2% et de 38% à 21% entre 2003 et 2013. La stratégie vise donc le renforcement et l'amélioration de la qualité de la prise en charge de la malnutrition aiguë au niveau des familles, des communautés, des centres de santé et des hôpitaux ainsi que la prévention des différentes formes de malnutrition.

Dans le cadre du SRP 2015, les actions prioritaires viseront la surveillance nutritionnelle et la prise en charge holistique des cas de malnutrition, le renforcement des capacités par les formations et l'approvisionnement en intrants, et enfin, la mise en œuvre des interventions de prévention intégrée contre toutes les formes de malnutrition. L'outil de priorisation du HNO et les résultats provisoires de l'enquête nutritionnelle nationale 2013 révèlent que dix provinces issues de cinq régions (Sud-Ouest, Nord, Est, Sahel, Centre-Ouest) sont ciblées comme zones d'intervention prioritaires du fait des scores de vulnérabilité élevés. Ce sont : Loba, Bougouriba, Zondoma, Passoré, Tapoa, Gourma, Komandjar, Oudalan, Yagha et Sanguié. Ces provinces ont enregistré une prévalence de malnutrition aiguë supérieure à 10% (seuil critique de l'OMS). En plus, les interventions en nutrition (prévention de toute forme de malnutrition et prise en charge de la malnutrition aiguë) seront menées sur tout le territoire national par le Gouvernement, avec l'appui des partenaires techniques et financiers.

## Cadre sectoriel Nutrition

Indicateurs communs pour le Sahel		Cible 2015
1	Nombre d'enfants de 6-59 mois souffrant de malnutrition aiguë sévère admis dans les programmes de nutrition thérapeutique	119 000
2	Nombre d'enfants de 6-59 mois souffrant de malnutrition aiguë modérée admis dans le PNS ciblés (Programmes ciblés de Nutrition Supplémentaire)	280 000
3	Nombre de centres de santé mettant en œuvre des activités nutritionnelles	1 682
4	Nombre d'enfants de 6-23 mois et Femmes enceintes et allaitantes admis dans le BSFP (Programmes d'alimentation complémentaire de couverture)	74 421

Indicateurs du pays		
1	% d'enfants de 6-59 mois supplémentés en vitamine A (deux passages par an)	95
2	% d'enfants de 12-59 mois déparasités (deux passages par an)	95
3	Nombre d'enfants de 6-23 mois ayant accès à un Paquet Intégré des Services d'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant et/ou ayant reçu les des poudres de micronutriments	325 000
4	Une enquête nationale de nutrition utilisant la méthodologie SMART est réalisée avec une représentation régionale	1

### OBJECTIF STRATÉGIQUE N°1 : RECUEILLIR LES DONNEES SUR LES RISQUES ET LES VULNERABILITES, LES ANALYSER ET INTEGRER LES RESULTATS DANS LA PROGRAMMATION HUMANITAIRE ET DE DEVELOPPEMENT

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Réalisation d'une enquête nationale de nutrition à représentativité régionale chez les enfants de moins de 5 ans	Boucle du Mouhoun, Burkina Faso, Cascades, Centre, Centre-Est, Centre-Nord, Centre-Ouest, Centre-Sud, Est, Hauts-Bassins, Nord, Plateau Central, Sahel, Sud-Ouest	Une enquête de nutrition chez les moins de 5 ans est menée	14

### OBJECTIF STRATÉGIQUE N°2 : SOUTENIR LES POPULATIONS VULNERABLES A MIEUX FAIRE FACE AUX CHOCS EN REpondant AUX SIGNAUX D'ALERTE DE MANIERE ANTICIPEE, REDUISANT LA DUREE DU RELEVEMENT POST-CRISE ET RENFORÇANT LES CAPACITES DES ACTEURS NATIONAUX

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Déparasiter les enfants de 12-59 mois deux fois par an	Burkina Faso	% d'enfants de 12-59 mois déparasités	95
Distribution d'alimentation complémentaire aux enfants de 6-23 mois et femmes enceintes et allaitantes admis dans le BSFP	Est, Nord, Sahel	Nombre d'enfants de 6-23 mois et Femmes enceintes et allaitantes admis dans le BSFP (Programmes d'alimentation complémentaire de couverture)	74421
Distribution périodique de poudres de micronutriments à des enfants de 6-23 mois dans des zones vulnérables	Cascades, Nord	Nombre d'enfants de 6-23 mois ayant reçu des poudres de micronutriments	25 000
Mise en œuvre du programme de services d'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant	Burkina Faso	Nombre d'enfants de 0-23 mois ayant accès à un Paquet Intégré des Services d'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant	300 000
Supplémenter en vitamine A les enfants de 6-59 mois deux fois par an	Burkina Faso	% d'enfants de 6-59 mois supplémentés en vitamine A (deux passages par an)	95

**OBJECTIF STRATÉGIQUE N°3 : FOURNIR AUX PERSONNES EN SITUATION D'URGENCE UNE ASSISTANCE COORDONNÉE ET INTÉGRÉE, NÉCESSAIRE À LEUR SURVIE**

<b>Activités</b>	<b>Lieux</b>	<b>Indicateur</b>	<b>Cible 2015</b>
Détecter et traiter les enfants de moins de 5 ans qui souffrent de malnutrition aigüe modérée	Burkina Faso	Nombre d'enfants de 6-59 mois souffrant de malnutrition aigüe modérée admis dans les programmes de nutrition supplémentaire	350 000
Détecter et traiter les enfants de moins de 5 ans qui souffrent de malnutrition aigüe sévère	Burkina Faso	Nombre d'enfants de 6-59 mois souffrant de malnutrition aigüe sévère admis dans les programmes de nutrition thérapeutique	149 000

## SANTÉ



Agence principale : OMS

Coordonnées de la personne de contact : Chantal Kambiré, [kambirec@who.int](mailto:kambirec@who.int)

PERSONNES DANS LE BESOIN

4 millions



PERSONNES CIBLÉES

4 millions



BESOINS (USD)

5 millions



PARTENAIRES

8

ACF-France, Burkina Faso RC, CMBF, Help, ONG-D/APS, UNFPA, WHO

Sur le plan sanitaire, les interventions prioritaires concernent d'une part, le renforcement des capacités pour la prévention et la riposte aux éventuelles épidémies ; et d'autre part, le soutien à la fourniture de soins de santé de base aux populations les plus vulnérables selon les priorités retenues pour ce SRP, (populations réfugiées et enfants souffrant de MAS). La stratégie du secteur privilégiera le renforcement de la disponibilité des médicaments, des consommables, des vaccins et réactifs de laboratoire ainsi que le renforcement des compétences des acteurs par la formation et la supervision des agents de santé pour la préparation et la réponse aux épidémies, et la prise en charge sanitaire des populations réfugiées et enfants souffrant de MAS. L'objectif étant d'améliorer l'accès aux soins et services pour les populations affectées par les épidémies et les groupes vulnérables en vue de réduire la morbidité et la mortalité au sein de ces groupes.

Les sites d'intervention seront 15 districts de 7 régions sanitaires du Burkina: les districts sanitaires de Gorom-Gorom, Dori et Djibo dans la région du Sahel, les districts de Barsalogo, Boulsa, Kaya (région du Centre Nord), les districts de Signohin et Boulmiougou (région du Centre), les districts de Réo et Sapouy (région du Centre Ouest), les districts de Garango, Koupéla, Bittou (région du Centre Est), le district de Diapaga (région de l'Est) et enfin le district de Dô (dans la région des Hauts Bassins). Selon l'analyse faite sur la base de l'outil de priorisation, ces districts sont prioritaires. Notons qu'en cas d'épidémie non prise en compte dans le SRP, d'autres mécanismes de mobilisation de ressources (Flash Appeal, CERF, etc.) pourront éventuellement être utilisés.

## Cadre sectoriel santé

Indicateurs communs pour le Sahel		Cible 2015
1	Nombre d'enfants de moins de cinq ans vaccinés contre la rougeole dans les districts soutenus par les membres du cluster	567 836
2	Nombre de consultations ambulatoires dans les districts soutenus par les membres du cluster	ND
3	Nombre de rapports épidémiologiques mensuels complétés et reçus au niveau central	840
4	Nombre de naissances assistées par un personnel qualifié dans les districts soutenus par les membres du cluster	180 514
Indicateurs du pays		
1	Complétude et Promptitude des rapports de surveillance épidémiologique	80
2	Proportion d'épidémies investiguées dans les 72 heures	80
3	Proportion de naissances assistées par un personnel qualifié dans les districts soutenus	80

## OBJECTIF STRATÉGIQUE N°1 : RECUEILLIR LES DONNEES SUR LES RISQUES ET LES VULNERABILITES, LES ANALYSER ET INTEGRER LES RESULTATS DANS LA PROGRAMMATION HUMANITAIRE ET DE DEVELOPPEMENT

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Évaluer la couverture des campagnes de riposte aux épidémies	Burkina Faso	Proportion de la population qui a effectivement reçu l'intervention préventive	90
Renforcer les compétences des personnels de santé des postes frontaliers, des sites sentinelles et des structures sanitaires sur le système d'alerte précoce des maladies à potentiel épidémique	Burkina Faso	Nombre de personnel formé sur le système d'alerte précoce des maladies à potentiel épidémique	2000
Soutenir un système fonctionnel de surveillance des maladies à potentiel épidémique au niveau des structures sanitaires, des postes frontaliers et au niveau communautaire	Burkina Faso	Nombre de rapports avec des données complètes et fournis à temps au niveau central qui sont publiquement partagés	52

## OBJECTIF STRATÉGIQUE N°2 : SOUTENIR LES POPULATIONS VULNERABLES A MIEUX FAIRE FACE AUX CHOCS EN REpondant AUX SIGNAUX D'ALERTE DE MANIERE ANTICIPEE, REDUISANT LA DUREE DU RELEVEMENT POST-CRISE ET RENFORÇANT LES CAPACITES DES ACTEURS NATIONAUX

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Diffuser des messages de sensibilisation sur l'utilisation des moustiquaires traitées à l'insecticide	Burkina Faso	Nombre de structures de santé affichant des outils IEC qui s'adressent particulièrement aux enfants	79
	Burkina Faso	Nombre de structures de santé affichant des outils IEC qui s'adressent particulièrement aux femmes	79
Former le personnel de santé sur la gestion des maladies à potentiel épidémique au niveau local (postes frontaliers et sites sentinelles), selon le plan de contingence	Burkina Faso	Nombre de personnel de santé formé sur la gestion des maladies à potentiel épidémique	200
Organiser des séances d'IEC/C4D prenant en compte le genre et l'âge	Boucle du Mouhoun, Cascades, Centre, Centre-Est, Centre-Sud, Est, Hauts-Bassins, Sahel, Sud-Ouest	Nombre de campagnes IEC/C4D radio prenant en compte le genre et l'âge	225
Renforcer le dialogue inter et intra-communautaire afin de soutenir la cohésion sociale et de limiter l'épidémie	Burkina Faso	Nombre de campagnes IEC/C4D radio	50

### OBJECTIF STRATÉGIQUE N°3 : FOURNIR AUX PERSONNES EN SITUATION D'URGENCE UNE ASSISTANCE COORDONNÉE ET INTÉGRÉE, NÉCESSAIRE À LEUR SURVIE

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Améliorer l'accès aux Services d'obstétricaux néonatal d'urgence (SONU) dans les zones abritant les réfugiés	Centre, Sahel	Proportion de districts sanitaires des zones abritant les réfugiés disposant de personnel formé sur les SONU	200
Améliorer l'accès aux soins de santé primaire	Sahel	Nombre d'agents de santé formés	178
	Sahel	Nombre de structures de santé approvisionnées en médicaments et intrants de soins de santé primaire	86
	Sahel	Nombre de contacts par enfants par an	3
Améliorer l'accès aux soins de santé secondaires d'urgence y compris la chirurgie	Sahel	Nombre de structures de santé approvisionnées en médicaments et intrants de soins de santé secondaires	80
	Sahel	Nombre de structures de santé soutenues dans l'accès à la stérilisation du matériel médical	80
Améliorer la Vaccination anti rougeoleuse (VAR) des enfants	Sahel	Proportion d'enfants ayant reçu 1 dose de VAR gratuitement	100
Assurer une coordination effective et efficace des activités en santé humanitaire	Centre, Sahel	Nombre de listes de contacts des partenaires mises à jour, disponibles par mois	2
	Centre, Sahel	Nombre de rencontre bilan tenue	4
Assurer des consultations en santé mentale dans les zones affectées	Centre, Sahel	Nombre de consultations gratuites en santé mentale	192
Assurer l'investigation des alertes épidémiques	Burkina Faso	Proportion d'épidémies investiguées dans les 72 heures	80
Assurer la prise en charge des cas en réponse aux épidémies	Burkina Faso	Nombre de structures de santé approvisionnées en médicaments et intrants	2000
Augmenter l'accès des femmes à un accouchement propre	Sahel	Nombre de kits d'accouchement distribués	2000
	Sahel	Nombre de personnel formé aux soins obstétricaux d'urgence	40
	Sahel	Proportion de naissances assistées par un personnel qualifié	75
Prendre en charge médicalement les violences sexuelles dans les zones abritant les réfugiés	Centre, Sahel	Proportion de cas de viols au sein des réfugiés et populations hôtes rapportées ayant bénéficié d'une prise en charge médicale	100

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Renforcer les activités de rattrapage vaccinal pour les antigènes du PEV de routine	Centre, Sahel	Proportion de structures des zones abritant les réfugiés, appuyées dans l'approvisionnement en vaccins et intrants	100
Renforcer les capacités de prise en charge gratuite de la malnutrition aiguë sévère (MAS) en milieu hospitalier dans les 16 Districts prioritaires (Gorom-Gorom, Dori, Djibo, Séba, Barsalogho, Boulsa, Kaya, Signoghin, Boulmiougou, Réo, Sapouy, Garango, Koupéla, Bittou, Diapaga, Dô)	Centre, Centre-Est, Centre-Nord, Centre-Ouest, Est, Hauts-Bassins, Sahel	Proportion des structures de référence des districts prioritaires disposant de personnel formé sur la prise en charge des complications de la MAS	322

**EDUCATION**

 **Agence principale : UNICEF**

**Coordonnées de la personne de contact : Kafando Georges, [gkafando@unicef.org](mailto:gkafando@unicef.org), Dofinizoumou Franck Tamini, [dftamini@unicef.org](mailto:dftamini@unicef.org)**

 PERSONNES DANS LE BESOIN

**866 424**

 PERSONNES CIBLÉES

**866 424**

 BESOINS (USD)

**1,2 millions**

 PARTENAIRES

**02**

NRC, DRC

Le secteur de l'éducation envisage de soutenir tous les enfants affectés par la crise sociopolitique et ceux qui seraient touchés par la Maladie à Virus d'Ebola ainsi que les réfugiés maliens. Pour ce faire et dans le but de combler les déficits créés par les pillages lors de la crise socio-politique de fin octobre 2014, la stratégie du secteur consistera à doter les élèves en vivres pour la cantine ainsi qu'en manuels scolaires, et les enseignants en matériels didactiques et pédagogiques. Au total, 866 424 enfants du primaire, du post primaire et du secondaire seront pris comme bénéficiaires de l'appui du secteur.

Pour prévenir la Maladie à Virus d'Ebola dans le secteur, une stratégie comportant trois principales actions sera développée :

1. Dotation en kits et matériels d'hygiène et d'assainissement (lave-mains, savons, chlore, etc) dans les six régions prioritaires.
2. Sensibilisation des élèves, enseignants et parents d'élèves sur les modes de prévention de la MVE.
3. Formation à l'utilisation de matériels de sensibilisation et de prévention (affiches, kits d'hygiène et d'assainissement).

Dans le cadre de la prévention de la MVE, 3 018 000 enfants et adolescents (1 557 288 garçons et 1 460 712 filles) dont 2 723 130 élèves du primaire, 23 130 apprenants des CEBNF, 61 260 enfants du préscolaire et 210 480 élèves du post primaire sont ciblés pour les interventions de sensibilisation. Il faut noter qu'à l'intérieur de la cible totale de 3 018 000 enfants et adolescents visés par le secteur éducation se trouve être les 866 424 affectés par la crise sociopolitique d'octobre 2014.

Cadre sectoriel éducation		
Indicateurs communs pour le Sahel		Cible 2015
1	Nombre d'enfants en âge préscolaire et de jeunes -y compris les enfants et jeunes handicapés- inscrits dans des programmes d'éducation de qualité au travers du cluster éducation ou groupe sectoriel de la réponse d'urgence (désagrégé par genre)	4 000
2	Nombre moyen de jour d'école par mois durant lesquels un repas scolaire ou un snack est fourni (durant la phase de planification, les clusters éducation doivent cibler 80% du total des jours d'école durant la réponse)	18
3	Nombre de repas scolaires distribués	648 000

Indicateurs du pays		
1	Nombre de salles de classe équipées de fournitures suffisantes et adaptées	62 000
2	Nombre d'infrastructures réhabilitées	300
3	Nombre d'enseignant/es et autres membres du personnel éducatif formés	600
4	Nombre d'espaces d'apprentissage localisés dans les régions à risques à la maladie à virus Ebola (MVE) qui ont été évalués	12 000

### OBJECTIF STRATÉGIQUE N°1 : RECUEILLIR LES DONNEES SUR LES RISQUES ET LES VULNERABILITES, LES ANALYSER ET INTEGRER LES RESULTATS DANS LA PROGRAMMATION HUMANITAIRE ET DE DEVELOPPEMENT

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Évaluer les connaissances pratiques et les pratiques d'hygiène dans les écoles des régions à risque d'Ebola	Boucle du Mouhoun, Cascades, Est, Nord, Sahel, Sud-Ouest	Nombre d'enfants qui connaissent les pratiques de base en matière d'hygiène	2 880 000
Évaluer les services et infrastructures WASH dans les espaces d'apprentissage localisés dans les régions à risque d'Ebola	Boucle du Mouhoun, Cascades, Centre-Ouest, Est, Nord, Sahel	Nombre d'espaces d'apprentissage localisés dans des régions à risque d'Ebola qui ont été évalués	12 000

### OBJECTIF STRATÉGIQUE N°2 : SOUTENIR LES POPULATIONS VULNERABLES A MIEUX FAIRE FACE AUX CHOCS EN REPOUNDANT AUX SIGNAUX D'ALERTE DE MANIERE ANTICIPEE, REDUISANT LA DUREE DU RELEVEMENT POST-CRISE ET RENFORÇANT LES CAPACITES DES ACTEURS NATIONAUX

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Construire ou réhabiliter les infrastructures WASH adaptées pour les hommes et pour les femmes dans les écoles/espaces d'apprentissage	Centre-Ouest, Est, Nord, Sahel	Nombre d'infrastructures réhabilitées	1 500
Développer des modules d'éducation à la paix et de prévention des conflits /soutenir le Ministère de l'Enseignement dans l'intégration de l'éducation à la paix et de la prévention des conflits dans le programme	Sahel	Nombre de modules intégrés dans le programme	2
Développer des modules qui mettent l'accent sur les bonnes pratiques nutritionnelles et agricoles	Burkina Faso	Nombre de modules de qualité développés	2

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Renforcer les capacités des d'enseignants/enseignantes/autres membres du personnel éducatif dans les problématiques de l'éducation en situations d'urgence, l'éducation des filles, des épidémies, de la nutrition, de la promotion de l'hygiène et de l'appui psychosocial	Centre, Sahel	Nombre d'enseignants/enseignantes/ autres membres du personnel éducatif formés	300

### OBJECTIF STRATÉGIQUE N°3 : FOURNIR AUX PERSONNES EN SITUATION D'URGENCE UNE ASSISTANCE COORDONNÉE ET INTÉGRÉE, NECESSAIRE A LEUR SURVIE

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Distribuer des kits d'hygiène dans les centres de développement de la petite enfance et dans les écoles	Sahel	Nombre de salles de classe équipées de fournitures suffisantes et adaptées	500
Organiser des évaluations des interventions éducatives	Burkina Faso	Nombre d'évaluations des résultats de l'intervention éducative permettant d'améliorer les pratiques et d'accroître la redevabilité	1

## WASH



Agence principale : UNICEF

Coordonnées de la personne de contact : Mougabé Koslengar, [mkoslengar@unicef.org](mailto:mkoslengar@unicef.org)

PERSONNES DANS LE BESOIN

756 924



PERSONNES CIBLÉES

438 462



BESOINS (USD)

7,5 millions



PARTENAIRES

07

Burkina Faso RC, DRC, IEDA Relief, Intermon OXFAM, ONG-D/APS, UNICEF

Faisant référence aux priorités humanitaires du contexte, le secteur WASH continuera à développer des approches de réponses conjointes avec les secteurs de la sécurité alimentaire, de la santé/nutrition et du secteur réfugiés.

Ceci se traduira d'une manière concrète par la mise en œuvre des projets d'approvisionnement en eau potable et assainissement dans les communautés réfugiés et les populations hôtes suivant les standards SPHERE. Des points d'eau et latrines seront aussi réalisés dans les écoles et les centres de santé dans le cadre de la lutte contre la malnutrition. Les activités de prévention des maladies liées à l'eau et notamment du choléra, la promotion de bonnes pratiques d'hygiène dans les villages et les centres de santé, (notamment les centres nutritionnels) et enfin la mise en œuvre de la stratégie WASH in Nutrition dans les zones de crise nutritionnelle sera intensifiée. L'outil de priorisation permet de conclure que les régions du Sahel, de l'Est et du Nord sont les localités abritant les plus forts taux de personnes nécessitant une aide humanitaire (représentent plus de 61% des besoins humanitaires du pays). De surcroît, la région du Sahel est celle qui présente un déficit assez élevé en matière d'accès aux services WASH. En somme ces trois régions resteront les plus prioritaires pour le secteur WASH en 2015.

## Cadre sectoriel WASH

Indicateurs communs pour le Sahel		Cible 2015
1	Nombre d'enfants admis pour traitement de la MAS ayant reçu un kit WASH et notamment la diffusion de messages clés sur l'hygiène / conseils sur les comportements aux parents ou fournisseurs de soins (traitement de l'eau dans les ménages et fournitures hygiéniques)	149 000
2	Nombre de centres nutritionnels délivrant le paquet minimum WASH (eau potable avec chlore résiduel, savon désinfectant pour les mains et ustensiles d'alimentation, défécation hygiénique, messages clés sur l'hygiène / conseils sur les comportements à adopter)	400
3	Nombre de personnes affectées ayant reçu le package minimum WASH adapté à leurs vulnérabilités (eau potable, assainissement, fournitures hygiéniques, messages clés sur l'hygiène / conseils sur les comportements à adopter)	438 462

## Indicateurs du pays

1	Pourcentage d'écoles avec des services WASH fonctionnels y compris les dispositifs de lavages de mains avec du savon	80
2	Pourcentage d'écoles et CSPS avec des services WASH fonctionnels y compris les dispositifs de lavages de mains avec du savon	90

Indicateurs du pays		
3	Nombre de ménages, des cas contacts (ou malades) qui ont bénéficié d'une sensibilisation sur les modes de prévention liées à la MVE et d'un kit d'hygiène WASH (système de lavage efficace à main, avec du savon, de l'eau de javel)	5 000

## OBJECTIF STRATÉGIQUE N°1 : RECUEILLIR LES DONNEES SUR LES RISQUES ET LES VULNERABILITES, LES ANALYSER ET INTEGRER LES RESULTATS DANS LA PROGRAMMATION HUMANITAIRE ET DE DEVELOPPEMENT

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Activités de capitalisation / leçons apprises avec les autorités locales et/ou nationales	Centre-Ouest, Est, Nord, Sahel	Nombre de zones couvertes par un exercice de capitalisation/leçons apprises organisé avec les autorités locales et/ou nationales	4
Appui aux autorités nationales pour la collecte et l'analyse des données relatives à l'accès à l'eau et à l'assainissement	Centre-Ouest, Est, Nord, Sahel	Nombre de zones d'action des organisations humanitaires avec données d'accès à l'eau et à l'assainissement disponibles	4
Evaluation des besoins en kits WASH des enfants MAS au niveau des districts sanitaires	Boucle du Mouhoun, Centre-Nord, Centre-Ouest, Est, Hauts-Bassins, Nord, Plateau Central, Sahel	% de formations sanitaires exprimant des besoins en kits WASH	800
Faire un état des lieux des équipements WASH dans les formations sanitaires	Centre-Nord, Centre-Ouest, Centre-Sud, Est, Hauts-Bassins, Nord, Plateau Central, Sahel, Sud-Ouest	% de formations sanitaires disposant de données WASH	900
Faire un état des lieux des équipements WASH dans les formations scolaires	Boucle du Mouhoun, Centre-Nord, Centre-Ouest, Est, Hauts-Bassins, Nord, Plateau Central, Sahel	% de formations scolaires disposant de données WASH	560
Identification et cartographie des zones à risque pour les catastrophes (inondations en premier lieu)	Centre-Nord, Est, Hauts-Bassins, Plateau Central, Sahel	Nombre de régions disposant d'une cartographie des zones inondables incluant les infrastructures WASH dans ces zones	5
Suivi des ressources en eau dans les zones d'insécurité alimentaire (IPC ≥ 3) et de stress hydrique	Centre-Ouest, Est, Nord, Sahel	Nombre de points d'eau stratégiques bénéficiant d'un suivi régulier de la ressource	50

## OBJECTIF STRATÉGIQUE N°2 : SOUTENIR LES POPULATIONS VULNERABLES A MIEUX FAIRE FACE AUX CHOCS EN REPOUNDANT AUX SIGNAUX D'ALERTE DE MANIERE ANTICIPEE, REDUISANT LA DUREE DU RELEVEMENT POST-CRISE ET RENFORÇANT LES CAPACITES DES ACTEURS NATIONAUX

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Appui à la DREAHA Sahel pour coordination sectorielle WASH	Sahel	Nombre de réunions mensuelles de coordination	1

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Distribution des dispositifs de lavage des mains et des messages de prévention sur la MVE	Burkina Faso	Pourcentage d'écoles et CSPS équipées des dispositifs de lavages de mains avec du savon	80
Intégration de la promotion d'hygiène en matière des pratiques familiales essentielles dans les programmes scolaires	Boucle du Mouhoun, Centre-Nord, Centre-Ouest, Est, Hauts-Bassins, Nord, Plateau Central, Sahel	Pourcentage d'écoles ayant intégré l'enseignement de la promotion d'hygiène et assainissement dans leurs programmes scolaires	640
Plan de contingence pour la lutte contre les inondations, incluant des capacités de réponse rapide WASH (RH, intrants, renforcement saisonnier)	Centre-Nord, Est, Nord, Sahel	Nombre d'agences impliquées dans l'élaboration d'un plan de contingence multisectoriel régulièrement mis à jour et incluant des exercices de simulation à la réponse	13
Prévention du choléra dans les zones à risque et Distribution des kits d'hygiène	Boucle du Mouhoun, Burkina Faso, Cascades, Centre, Centre-Est, Centre-Nord, Centre-Ouest, Centre-Sud, Est, Hauts-Bassins, Nord, Plateau Central, Sahel, Sud-Ouest	Nombre de cas de choléra déclarés Nombre de Kits d'Hygiène pour le traitement d'eau,	20 000
Réhabilitation de l'accès WASH dans les services de base (écoles, centres de santé) des zones de déplacement	Est, Nord, Sahel	Pourcentage d'écoles et centres de santé avec des services WASH fonctionnels dans les zones de déplacement	210

### OBJECTIF STRATÉGIQUE N°3 : FOURNIR AUX PERSONNES EN SITUATION D'URGENCE UNE ASSISTANCE COORDONNÉE ET INTÉGRÉE, NECESSAIRE A LEUR SURVIE

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Appui WASH aux CTC et Centres de Traitement de MVE (approvisionnement en eau chlorée pour boisson, nettoyage des surfaces, stockage d'eau, latrines séparés ; gestion de certains déchets ; promotion de la lavage des mains)	Burkina Faso	Pourcentage des CTC et CTEs appuyés	100
Créer des activités de promotion de l'hygiène qui ciblent à la fois les femmes et les hommes	Est, Sahel	Nombre de femmes/hommes ayant une connaissance améliorée sur l'hygiène et sur les maladies liées à l'eau	330 462
Former les femmes et les hommes dans les domaines de la construction, de l'opérationnalisation et la maintenance de tous les types d'installations d'eau et d'assainissement : dont les puits, les pompes, les réservoirs d'eau, les systèmes de distribution, les toilettes	Est, Sahel	Nombre de femmes satisfaites de leur accès aux services, des installations en eau réalisées et de l'assainissement	214 000
Mise en œuvre du paquet WASH in Nut aux niveaux des couples/mères enfants malnutris (centres de nutrition/communautés) : Distribution de Kits WASH in Nut	Centre-Nord, Centre-Ouest, Est, Nord, Plateau Central, Sahel	Nombre d'enfants admis en traitement MAS utilisant des kits d'hygiène fournis aux parents ou accompagnants avec messages clés et promotion au changement de comportement sur l'hygiène	149 000

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Mise en place du paquet minimum WASH (points d'eau, latrines et sensibilisation) dans les écoles qui ont un programme d'alimentation scolaire	Centre-Ouest, Est, Nord, Plateau Central, Sahel	Pourcentage d'écoles qui ont un programme d'alimentation scolaire et qui délivrent un paquet minimum WASH de manière équitable (fille et garçon)	290
Paquet fonctionnel WASH dans les sites de regroupement ou dans les communautés hôtes / villages (eau bue potable, défécation hygiénique sécuritaire culturellement appropriées avec séparation genre, intrants clefs avec promotion à l'hygiène)	Est, Sahel	Nombre de femmes et d'hommes avec paquet minimum WASH fonctionnel (eau bue potable, défécation hygiénique sécuritaire culturellement appropriée avec séparation genre, intrants clefs avec promotion à l'hygiène)	438 462

## PROTECTION/Violences basées sur le genre



Agence principale : UNFPA

Coordonnées de la personne de contact : Daouda Djouma, [djouma@unfpa.org](mailto:djouma@unfpa.org)

PERSONNES DANS LE BESOIN

102 000



PERSONNES CIBLÉES

102 000



BESOINS (USD)

0,7 million



PARTENAIRES

03

RAJS, IEDA Relief, UNFPA

La stratégie de prévention et de réponse aux Violences Basées sur le Genre en situation d'urgence portera sur : i) la sensibilisation des populations concernées ainsi que des populations hôtes et environnantes sur les questions de violences basées sur le genre ; ii) le renforcement de l'identification et du rapport des cas de violences basées sur le genre ; iii) le renforcement des capacités des intervenants sur la prise en charge médicale, psychosociale et juridique des survivantes; et enfin, iv) la poursuite de l'appui à la coordination dans le secteur.

Les priorités porteront sur les actions de lutte contre les VBG axées sur le renforcement de l'identification et de la prise en charge des cas de Violences Basées sur le Genre dans les localités touchées par la crise alimentaire et nutritionnelle et où sont installées des populations réfugiées. Les régions de l'Est, du Nord, et du Sahel sont les zones qui connaissent le grand nombre de déni de ressources aux femmes. Les ressources gagnées par les femmes dans le cadre du Cash for Work sont souvent retirées par les maris. Cet état de fait montre que l'aide humanitaire peut être source de VBG dans certaines situations.

En 2014, c'est 291 cas de violences basées sur le genre qui ont été recensés dans les zones en crise dont 31 cas chez les réfugiés et plus de 40 000 personnes ont été sensibilisées. C'est pourquoi, il est nécessaire de prévenir et de répondre efficacement aux VBG. En outre, si avec la survenue de la maladie à virus Ebola (MVE) il venait à être notifié des cas au Burkina Faso, cela contribuera sans doute, à accroître des cas de déni de ressources surtout pour les femmes et les filles dont les familles sont affectées par cette épidémie parce qu'elles seront en première ligne de combat de cette maladie.

La stratégie vise à rétablir et maintenir les personnes affectées par les urgences dans leurs droits.

## Cadre sectoriel Violence Basées sur le Genre (VBG)

Indicateurs communs pour le Sahel		Cible 2015
1	Nombre de personnes affectées / rapatriés enregistrés	102 000
2	Nombre de prestataires de services fournissant des services psychosociaux aux victimes de violence sexiste	5
Indicateurs du pays		
1	Nombre de structures impliquées dans la coordination des interventions à travers des groupes thématiques	12
2	Nombre de personnes ayant bénéficié d'une prise en charge médicale, juridique ou psychosociale	76 500

## OBJECTIF STRATÉGIQUE N°1 : RECUEILLIR LES DONNEES SUR LES RISQUES ET LES VULNERABILITES, LES ANALYSER ET INTEGRER LES RESULTATS DANS LA PROGRAMMATION HUMANITAIRE ET DE DEVELOPPEMENT

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Cartographie et analyse de la vulnérabilité des communautés vivant dans les zones touchées	Centre, Centre-Est, Centre-Nord, Est, Hauts-Bassins, Nord, Plateau Central, Sahel	Nombre de communautés où les personnes vulnérable sont identifiées (par sexe et par âge)	8
Mise en place de systèmes / mécanismes de monitoring de Protection, VBG et PE, y inclus Monitoring des violations des droits humains	Burkina Faso	Nombre d'annuaire statistique élaboré	2
	Burkina Faso	Nombre d'études portant sur les violences basées sur le Genre réalisées	2

## OBJECTIF STRATÉGIQUE N°2 : SOUTENIR LES POPULATIONS VULNERABLES A MIEUX FAIRE FACE AUX CHOCS EN REPOUNDANT AUX SIGNAUX D'ALERTE DE MANIERE ANTICIPEE, REDUISANT LA DUREE DU RELEVEMENT POST-CRISE ET RENFORÇANT LES CAPACITES DES ACTEURS NATIONAUX

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Mise en place d'un système national de référencement pour la prise en charge des filles et femmes victimes de violences basées sur le genre	Centre, Centre-Nord, Est, Hauts-Bassins, Nord, Sahel	Nombre d'acteurs ayant connaissance du système de référencement mis en place	10
Mise en place de centres d'assistance aux survivantes de VBG	Centre, Est, Hauts-Bassins, Sahel	Nombre de centres d'assistance mis en place et équipé	4
	Centre, Est, Hauts-Bassins, Sahel	Nombre de centres d'assistance offrant des services d'aide aux survivantes de VBG	4
Prévention et réponses aux violations des droits humains dans les zones affectées, y inclus les cas de GBV, séparation familial et plaidoyer, etc	Centre, Centre-Est, Centre-Nord, Est, Hauts-Bassins, Nord, Plateau Central, Sahel	Nombre d'activités réalisées dans la prévention et la réponse aux Violences Basées sur le Genre	1 500
	Centre, Centre-Est, Centre-Nord, Est, Hauts-Bassins, Nord, Plateau Central, Sahel	Nombre de personnes touchées par les activités de prévention et de réponse	102 000

### OBJECTIF STRATÉGIQUE N°3 : FOURNIR AUX PERSONNES EN SITUATION D'URGENCE UNE ASSISTANCE COORDONNÉE ET INTÉGRÉE, NÉCESSAIRE À LEUR SURVIE

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Apporter une réponse holistique et appropriée aux personnes les plus vulnérables ou personnes ayant subi des violations ou abus, inclus la prise en charge (PEC) des survivants de VBG	Centre, Centre-Est, Centre-Nord, Est, Hauts-Bassins, Nord, Plateau Central, Sahel	Nombre de personnes qui ont bénéficié de services de prévention et de prise en charge	76 500
Coordination de la réponse	Centre	Nombre de rencontres sectorielles organisées	10
Distribution de kits de dignité	Centre, Centre-Nord, Est, Nord, Sahel	Nombre de kits distribués	1 500
Élargir la couverture des programmes psychosociaux, juridique et l'accès des personnes vulnérables au service de soutien psychosocial	Centre, Est, Sahel	Nombre de personnes (garçon et fille/ homme et femme) ayant bénéficié d'un appui juridique ou psychosocial	350

## PROTECTION/Protection de l'enfant



Agence principale : UNICEF

Coordonnées de la personne de contact : Barbara Jamar, [bjamar@unicef.org](mailto:bjamar@unicef.org)

PERSONNES DANS LE BESOIN

589 590



PERSONNES CIBLÉES

589 590



BESOINS (USD)

1,4 millions



PARTENAIRES

03

Burkina Faso RC, Plan, UNICEF

La stratégie de réponse aux problématiques liées à la protection de l'enfant en situation d'urgence portera sur les réponses et mesures de prévention par rapport à la situation des réfugiés dans le Sahel, mais aussi les populations vulnérables à risque de l'épidémie à virus Ebola dans les régions de la Boucle du Mouhoun, des Cascades, du Centre Nord, de l'Est, du Nord, du Plateau Central, du Sahel et du Sud-Ouest. Ces mesures concernent : i) la sensibilisation des populations concernées sur les questions de protection de l'enfant en situation d'urgence contre les différentes formes de violences, d'abus et d'exploitations perpétrées contre les enfants telles que les déplacements de population, la séparation familiale, l'exploitation par le travail, les mariages précoces, la discrimination, les violences sexuelles et violences basées sur le genre ; ii) le renforcement des capacités des intervenants et leur alignement par rapport aux standards minimum de protection de l'enfant en situation d'urgence ; iii) la prise en charge holistique des enfants victimes de violences, exploitation et abus en situation d'urgence tels que les enfants réfugiés nécessitant une prise en charge psychosociale, et enfin, iv) la poursuite de l'appui à la coordination dans le secteur.

Les priorités concernent l'appui et la prise en charge holistique des enfants en situation d'urgence dans un environnement protecteur de leurs droits, ainsi que le renforcement des capacités dans une approche de renforcement de la résilience des familles, des communautés et des intervenants gouvernementaux (notamment les collectivités) et non gouvernementaux dans leurs rôles d'obligataires et de premiers protecteurs des enfants contre les abus, exploitations et violences. Les communautés sont des groupes sociaux partageant des traditions et cultures communes à l'image des touareg, peulh, mossi, etc tandis que les collectivités sont des entités administratives créées dans le cadre de la décentralisation (région, communes). La cible des différentes interventions est de 589 590 enfants. Cependant, certaines activités notamment de sensibilisation peuvent toucher plus de personnes.

La stratégie vise à rétablir et maintenir les enfants affectés par les urgences dans un environnement familial protecteur. Elle est étroitement liée aux objectifs de développement visant à assurer à l'enfant les moyens pour son développement physique, intellectuel et social. La protection des enfants contre des mécanismes néfastes tels que le travail des enfants comme moyen de survie en situation d'urgence permettra d'augmenter leur résilience et aussi leurs chances de retour à la normale et leur maintien dans la mouvance de la réhabilitation et du développement. Les sites d'intervention sont ceux abritant les réfugiés maliens mais aussi les populations hôtes dans les provinces du Houet, du Kadiogo, du Séno, du Soum et de l'Oudalan mais aussi les 8 régions potentiellement à risque de de la Maladie à Virus d'Ebola.

## Cadre sectoriel Protection de l'enfant

## Indicateurs communs pour le Sahel

Cible 2015

1	Nombre de communautés ciblées avec un système de référence de fonctionnement pour les enfants au niveau de la communauté	100
3	Nombre de personnes touchées manquant d'identité personnelle / documents d'état civil	117 918

Indicateurs du pays		
1	Nombre d'enfants qui accèdent aux services de prise en charge (désagrégé par problématique : ESNAs, EAFGAs, victimes de traite, etc. et par sexe, âge et type services: médical, psychosocial, réinsertion, judiciaire, appui socio-économique)	76 500
2	Nombre de Mécanismes de coordination nationaux et régionaux existants	12

## OBJECTIF STRATÉGIQUE N°1 : RECUEILLIR LES DONNEES SUR LES RISQUES ET LES VULNERABILITES, LES ANALYSER ET INTEGRER LES RESULTATS DANS LA PROGRAMMATION HUMANITAIRE ET DE DEVELOPPEMENT

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Cartographie et analyse de la vulnérabilité des communautés vivant avec des besoins spécifiques (handicapés, la violence sexiste, la séparation de la famille, le travail des enfants, le mariage précoce, le recrutement d'enfants, les mines terrestres et restes explosifs de guerre)	Centre, Centre-Est, Centre-Nord, Est, Hauts-Bassins, Nord, Plateau Central, Sahel	Nombre de communautés où les personnes vulnérable sont identifiées (par sexe et par âge)	8
Mise en place de systèmes / mécanismes de monitoring de Protection des enfants, y inclus Monitoring des violations des droits humains	Burkina Faso	Nombre d'annuaire statistique élaboré	2
	Burkina Faso	Nombre d'études portant sur les violences basées sur le Genre réalisées	2

## OBJECTIF STRATÉGIQUE N°2 : SOUTENIR LES POPULATIONS VULNERABLES A MIEUX FAIRE FACE AUX CHOCS EN REPOUNDANT AUX SIGNAUX D'ALERTE DE MANIERE ANTICIPEE, REDUISANT LA DUREE DU RELEVEMENT POST-CRISE ET RENFORÇANT LES CAPACITES DES ACTEURS NATIONAUX

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Apporter une réponse holistique et appropriée aux personnes les plus vulnérables ou personnes ayant subi des violations ou abus, inclus la prise en charge (PEC) des victimes de VBG, des EAFGA, ESNA, etc	Centre, Centre-Est, Centre-Nord, Hauts-Bassins, Nord, Plateau Central, Sahel	Nombre d'acteurs ayant connaissance du système de référencement mis en place	750
Education aux risques des mines et Restes Explosifs de Guerre (REG)	Nord, Sahel	Nombre de personnes formées	100
Prévention et réponses aux violations des droits humains dans les zones affectées, y inclus la protection des enfants séparé et non accompagnés	Centre, Centre-Est, Centre-Nord, Hauts-Bassins, Nord, Plateau Central, Sahel	Nombre d'activités réalisées dans la prévention des enfants	90
	Centre, Centre-Est, Centre-Nord, Hauts-Bassins, Nord, Plateau Central, Sahel	Nombre de personnes touchées par les activités de prévention et de réponse	130 000

### OBJECTIF STRATÉGIQUE N°3 : FOURNIR AUX PERSONNES EN SITUATION D'URGENCE UNE ASSISTANCE COORDONNÉE ET INTÉGRÉE, NECESSAIRE A LEUR SURVIE

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Assistance légale, y inclus appui à la documentation (Etat civil, cartes d'identité, etc.)	Centre, Centre-Nord, Est, Nord, Sahel	Nombre d'enfants enregistré à l'état civil dans les communautés	65 000
Coordination de la réponse	Centre	Nombre de rencontres sectorielles organisées	10
	Centre	Nombre de rencontres sectorielles organisées	10
Distribution de kits de dignité	Centre, Centre-Nord, Est, Nord, Sahel	Nombre de kits distribués	1 500
Élargir la couverture des programmes psychosociaux, juridique et l'accès des personnes vulnérables au service de soutien psychosocial	Centre, Centre-Est, Hauts-Bassins, Nord, Sahel	Nombre de personnes (garçon et fille/ homme et femme) ayant bénéficié d'un appui juridique ou psychosocial	850
	Centre, Est, Sahel	Nombre de personnes (garçon et fille/ homme et femme) ayant bénéficié d'un appui juridique ou psychosocial	350
Mettre en place, redynamiser ou appuyer les mécanismes et structures communautaires de protection des populations vulnérables	Centre, Centre-Est, Centre-Nord, Hauts-Bassins, Nord, Plateau Central, Sahel	Nombre des espaces amis des enfants soutenus, nombre d'enfants dans les EAE	70 000

## CHAPITRE SUR L'INTERVENTION AUPRÈS DES RÉFUGIÉS



Agence chef de file : UNHCR  
 Coordonnées de la personne de contact : Ali Mahamat, [mahamata@unhcr.org](mailto:mahamata@unhcr.org) ou  
 Guifayi Jolie Georgette, [matesogu@unhcr.org](mailto:matesogu@unhcr.org)



PERSONNES DANS LE BESOIN

30 000

réfugiés et

60 000

populations hôtes



PERSONNES CIBLÉES

30 000

réfugiés et

60 000

populations hôtes



COÛTS (\$ US)

24,5 millions



PARTENAIRES

08

CREDO, DPSSF, HI, IEDA Relief, NRC, Plan, SC, UNHCR

**Stratégie d'assistance aux réfugiés maliens**

Pour mémoire, en 2012, le Burkina Faso a accueilli des réfugiés maliens ayant fui le nord du Mali en raison des conflits armés. L'effectif actuel de ces réfugiés est estimé à 30 000 personnes<sup>vi</sup>. Les zones géographiques du pays qui accueillent ces réfugiés sont : Provinces du Séno (Goudoubo), Soum (Mentao), Kadiogo (Saagnioigniogo), Houet (Bobo-Dioulasso) et Oudalan. Environ 80% d'entre eux sont installés dans la région du Sahel au Nord du Burkina-Faso. Ils demeurent vulnérables et dépendants en termes d'assistance humanitaire et de protection. Enfin, au regard des conditions actuelles de sécurité qui prévalent au Mali, le rapatriement d'un grand nombre de réfugiés dans leurs zones d'origine n'est pas envisagé à court terme.

Les données démographiques estimées de cette population sont résumées dans le tableau ci-dessous :

**Données démographiques des réfugiés maliens<sup>vii</sup>**

Groupe d'âge	Hommes		Femmes		Total	
	Nombre	Pourcentage du grand total	Nombre	Pourcentage du grand total	Nombre	Pourcentage du grand total
0 – 4 ans	2 649	8,8%	2 541	8,4%	5 190	17,2%
5 – 11 ans	4 306	14,3%	4 146	13,8%	8 452	28,2%
12 – 17 ans	1 991	6,6%	1 826	6,0%	3 817	12,7%
18 – 59 ans	6 000	20%	5 802	19,34%	11 802	39,4%
60 ans et +	485	1,6%	254	0,9%	739	2,5%
Ménages	9 486					
<b>Total</b>	<b>15 431</b>	<b>51,5%</b>	<b>14 569</b>	<b>48,5%</b>	<b>30 000</b>	<b>100%</b>

Les actions prioritaires porteront sur le rapatriement facilité des réfugiés qui souhaitent rentrer chez eux et l'intégration socio-économique pour ceux qui, pour le moment, préfèrent l'exil.

Le processus de retour des réfugiés maliens pourrait inclure l'organisation d'un forum ou des consultations nationales impliquant les réfugiés. Une coordination entre les bureaux du HCR des pays concernés par la situation du Mali (Mali, Burkina-Faso et Niger) sera nécessaire pour échanger et analyser les informations relatives aux conditions de retour pour que cela se fasse en toute sécurité et dignité. L'assistance humanitaire dans le cadre de l'opération de rapatriement ainsi que le processus de réintégration au Mali mettront l'accent sur les actions de promotion de la cohabitation pacifique entre les différentes communautés dans les zones de retour.

Un cadre juridique (accord tripartite) fixant les rôles et responsabilités des acteurs (HCR, les gouvernements du Mali et du Burkina-Faso) et les modalités pratiques du retour volontaire et facilité devront être définies. Le caractère volontaire de la décision de retour sera consacré par la signature des formulaires de rapatriement volontaires (VRAFs). Le HCR veillera à ce que les réfugiés maliens soient régulièrement informés de la situation qui prévaut au niveau de leur pays pour leur permettre de prendre une décision appropriée. La stratégie d'information et de sensibilisation impliquera des visites « go and see » et « come and tell » des réfugiés.

En matière d'assistance, les réfugiés candidats au rapatriement bénéficieront d'un « cash grant ». Les modalités pratiques de l'octroi de cette assistance seront conjointement définies par le HCR Mali, Burkina Faso et Niger.

Pour le cas des réfugiés qui choisiront de rester au Burkina-Faso, en collaboration avec le Gouvernement et en application des directives qui auront été définies en 2014, le HCR fera la promotion de leur intégration socio-économique en vue de leur auto-prise en charge et afin de les rendre moins dépendants de l'aide humanitaire.

Ce programme quoique prématuré s'inscrit dans le cadre des préalables au retrait progressif du HCR et aussi, de l'anticipation dû au tarissement des ressources.

Concernant l'éducation dans les camps des réfugiés Maliens situés dans les régions du Sahel (camps de Goudebo et de Mentao) et du centre (Sag-nigniogo), les enfants âgés de 0 à 17 ans sont au nombre de 18 517 (50% filles) au niveau du préscolaire, primaire et post-primaire. A mi-parcours pour l'année 2013-2014, sur 7 355 enfants en âge d'être scolarisés (camps et hors camps), 70% ont effectivement été scolarisés. Parmi eux, 2 905 au primaire, 1 808 au préscolaire, 273 enfants dans le secondaire (soit 68% des enfants en âge d'être scolarisés). Des ressources doivent être mobilisées par le HCR et ses partenaires pour assurer leur scolarisation en 2015, leur encadrement par un personnel enseignant formé vu que le rapatriement n'est pas encore envisagé, afin d'augmenter l'offre éducative de ces enfants en mettant notamment en place des programmes d'éducation alternative.

L'intervention du secteur éducation en faveur des réfugiés se fera suivant trois stratégies:

1. Amélioration de l'offre d'éducation de base notamment par la construction et la réhabilitation d'espaces temporaires d'apprentissage (préscolaire, primaire, post-primaire, éducation non formelle), la dotation des apprenants en kits ludiques et matériels pédagogiques et didactiques, et la motivation des enseignants dans les camps de réfugiés.
2. Amélioration de la qualité des enseignements/apprentissages à travers le renforcement des capacités des enseignants animateurs, encadreurs pédagogiques sur les thématiques identifiées, l'appui au fonctionnement de la cantine dans les structures éducatives par la DAMSSE, PAM et l'UNICEF pour améliorer la qualité des repas.
3. Le renforcement des capacités des acteurs communautaires pour une meilleure participation à l'éducation des enfants sur les thématiques identifiées, l'éducation parentale, au profit des parents d'enfants de 0 à 8 ans, la sensibilisation, la mobilisation sociale et l'appui psychosocial.

En bref, le défi se situe au niveau du maintien des standards existants dans le domaine du WASH, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, de la prise en charge médical, de la protection, et de l'éducation. Il faut y ajouter les moyens ou actions de promotion de la coexistence pacifique avec les communautés hôtes.

### Questions transversales et spécifiques au contexte

**Cohabitation pacifique** : sur le plan de la gestion des réfugiés, l'opération du HCR au Burkina Faso prend en compte plusieurs questions transversales telles que la protection de l'environnement autour des camps, le VIH/SIDA, les violences basées sur le genre, les pratiques traditionnelles et la cohabitation pacifique. Tous ces aspects sont déjà pris en compte par l'opération du HCR au Burkina Faso mais un renforcement des actions y relatives sera nécessaire. Par exemple, sur le plan de la gestion de l'environnement, le HCR vise à protéger l'environnement autour des camps de réfugiés par plusieurs activités: la plantation d'arbres dans les camps et en dehors des camps avec l'aide des populations hôtes, la distribution de bois de chauffe aux réfugiés pour réduire la coupure anarchique du bois, la distribution de technologie qui utilisent de l'énergie solaire (cuisseurs solaires et autres...), etc. Ce programme sera mis en œuvre en tenant compte du poids ou de la pression que la présence des réfugiés crée sur les communautés hôtes et les ressources locales. Par souci de cohabitation pacifique entre les communautés hôtes et celles des réfugiés, le HCR poursuivra le programme d'aide aux deux communautés (environ 60 000 personnes issues des populations hôtes) entamé en 2013 et dont le but est de répondre, dans la limite des ressources disponibles, aux besoins essentiels et pour lesquels les deux communautés ont un intérêt commun. Ce programme sera aussi accompagné d'un plaidoyer auprès des acteurs de développement de manière à accroître les interventions en faveur des populations hôtes.

**Genre** : concernant la prise en compte du genre, le HCR et ses partenaires entreprendront plusieurs activités visant à donner une protection aux personnes (hommes, femmes, jeunes) identifiées comme étant victimes de pratiques traditionnelles, tels que les mariages précoces ou forcés et les discriminations basées sur les castes. Ils travailleront à accroître l'accès à l'éducation primaire, secondaire et préscolaire avec des activités telles que les espaces amis des enfants et les « bisongo ».

Les femmes et les enfants représentent la plus grande proportion de la population des réfugiés et sont généralement les plus vulnérables. Les femmes représentent 15 550 sur un nombre total de 30 000 réfugiés. Ces deux groupes de population ont besoin d'une attention particulière notamment en matière de protection des femmes et jeunes filles.

La situation des enfants et adolescents à risque constituera une des priorités de 2015. Une attention particulière sera accordée aux enfants mineurs réfugiés non accompagnés (ENA) afin de s'assurer que leurs droits fondamentaux sont respectés et leurs besoins priorités.

Au même titre que les femmes et les enfants, les personnes âgées représentent les couches d'extrême vulnérabilité qui requièrent un suivi particulier et quotidien même en temps normal. Elles continueront d'être au centre des priorités de 2015. Ces réfugiés ont des capacités limitées. Ils ont de ce fait besoin d'une assistance et d'une prise en compte de leurs besoins dans les différents secteurs d'activités du programme. L'approche communautaire sera privilégiée afin que les réfugiés s'organisent pour assister les réfugiés les plus âgés et leur garantir un accès équitable à la protection, aux services élémentaires et à l'aide matérielle. Ceci permettra aux personnes à besoins spécifiques de toute catégorie de jouir pleinement de leurs droits et de bénéficier de la protection humanitaire.

**Accès humanitaire** : Enfin, pour les questions d'accès humanitaire, les MOU signés entre le HCR et le Gouvernement du Burkina Faso seront maintenus. Ceux-ci prévoient la présence continue de gendarmes et militaires dans le camp pour assurer la sécurité des humanitaires, la sécurité des réfugiés et pour garantir le caractère civile et humanitaire des camps.

#### Cadre multisecteur réfugiés

Indicateurs communs pour le Sahel		Cible 2015
1.	Nombre d'incidents de GBV dont les victimes ont reçu une assistance médicale	1 032
2.	Nombre des personnes éligibles enregistrées	30 000
3.	Nombre des personnes concernées avec des besoins spécifiques ayant reçu un soutien	200
4.	Nombre des personnes qui ont eu une solution durable (retour, intégration locale, ou réinstallation)	2 500

Indicateurs du pays		
1.	Nombre de PoC inscrits dans l'enseignement primaire	3 500
2.	Nombre d'enfants bénéficiaires du programme « supplementary feeding »	1 500
3.	Nombre de points d'eau potable construits, développés et/ou mis à niveau	34
4.	Nombre d'établissements de santé équipés et réhabilités	4

### OBJECTIF STRATÉGIQUE N°1 : RECUEILLIR LES DONNEES SUR LES RISQUES ET LES VULNERABILITES, LES ANALYSER ET INTEGRER LES RESULTATS DANS LA PROGRAMMATION HUMANITAIRE ET DE DEVELOPPEMENT.

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Analyser les besoins de soutiens des moyens de subsistance	Sahel	Etudes de marché et du marché de travail menées	5
	Sahel	Profils socio-économique et capacités de subsistance surveillés	4
Assurer des évaluations conjointes, plans et stratégies	Sahel	Mission d'évaluation conjoint réalisée (JAM) HCR / PAM	1
	Sahel	Protocole d'accord HCR/PAM signés	1
Maintenir et améliorer la qualité de l'enregistrement individuel et du profilage	Centre, Hauts-Bassins, Sahel	Pourcentage des réfugiés enregistrés	300
Plaidoyer pour l'inclusion des réfugiés dans les cadres légaux nationaux	Burkina Faso	Nombre de plaidoyers développés	2
Réaliser l'enquête nutritionnelle des réfugiés dans les camps	Sahel	Nombre d'enquêtes réalisées	1
Soutenir et renforcer au niveau national la mise en œuvre du paquet minimum de préparation avec les acteurs concernés (plans de contingence)	Burkina Faso	Nombre de plans de contingence mis à jour	1

### OBJECTIF STRATÉGIQUE N°2 : SOUTENIR LES POPULATIONS VULNERABLES A MIEUX FAIRE FACE AUX CHOCS EN REPOUNDANT AUX SIGNAUX D'ALERTE DE MANIERE ANTICIPEE, REDUISANT LA DUREE DU RELEVEMENT POST-CRISE ET RENFORÇANT LES CAPACITES DES ACTEURS NATIONAUX.

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Apporter de l'assistance aux réfugiés dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la nutrition, des abris, des vivres, des moyens de subsistance et de l'environnement etc...	Hauts-Bassins, Sahel	Nombre de réfugiés bénéficiant d'assistance multisectorielle (spécialement les réfugiés vivant dans les camps).	20803

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Assurer la protection des réfugiés au Burkina-Faso par les actions : d'enregistrement, de la dotation des réfugiés adultes en cartes d'identité, l'assistance juridique, la protection du caractère civil et humanitaire des camps etc	Centre, Hauts-Bassins, Sahel	Nombre de réfugiés bénéficiaires des interventions de protection	30000
Assurer la réduction des risques de violence basée sur le genre et l'amélioration de la qualité de la réponse	Centre, Hauts-Bassins, Sahel	Nombre de comités communautaires travaillant sur la prévention et la réponse aux VBG	13
	Centre, Hauts-Bassins, Sahel	Nombre de survivants du VBG bénéficiant d'un soutien et de conseil	300
Promouvoir la coexistence pacifique entre les réfugiés et les communautés hôtes	Centre, Hauts-Bassins, Sahel	Nombre de personnes touchées par des campagnes de sensibilisations communautaires	90000
	Sahel	Nombre de projets mis en œuvre au profit des réfugiés et population hôte	6
Renforcer la mobilisation des femmes au sein de la communauté	Sahel	Nombre de femmes participant dans les structures de direction et de gestion.	300
Renforcer le programme de « supplementary feeding » dans les camps des réfugiés	Sahel	Nombre d'enfants bénéficiaires du programme « supplementary feeding »	500
Renforcer les moyens de subsistance et renforcer la résilience communautaire	Centre, Est, Sahel	Nombre de jeunes et femmes, parmi les populations hôtes et les réfugiés, bénéficient d'AGR avec des compétences avérées	3600
Vacciner les animaux constituant les cheptels des éleveurs et mise à disposition des aliments pour bétails (réfugiés et population hôte).	Sahel	Nombre d'animaux vaccinés et bénéficiant d'aliments bétails	20000

### OBJECTIF STRATÉGIQUE N°3 : FOURNIR AUX PERSONNES EN SITUATION D'URGENCE UNE ASSISTANCE COORDONNÉE ET INTÉGRÉE, NECESSAIRE A LEUR SURVIE.

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Assurer l'accès en eau potable aux réfugiés installés dans les camps	Sahel	Nombre de points d'eau potable construits, développés et/ou mis à niveau.	34
Assurer l'éducation au niveau primaire des enfants réfugiés	Hauts-Bassins, Sahel	Nombre de PoC inscrits dans l'enseignement primaire	3500
Construire les abris transitionnels et maintenir les abris d'urgence	Sahel	Nombre de familles bénéficiaires de l'aide au logement	6000
Distribuer les kits de dignité aux femmes réfugiées en âge de procréation	Sahel	Nombre de kits de dignité distribués aux femmes	13500

Activités	Lieux	Indicateur	Cible 2015
Fournir un soutien aux personnes ayant des besoins spécifiques	Centre, Hauts-Bassins, Sahel	Nombre de personnes concernées bénéficiant d'un soutien	3500
Fournir un soutien aux personnes ayant des besoins spécifiques	Hauts-Bassins, Sahel	Nombre de personnes concernées (PoC) ayant des besoins spécifiques bénéficiant d'un soutien.	2000
Poursuivre les activités d'accès aux soins de santé en faveur des réfugiés et la population hôte environnante.	Sahel	Nombre d'établissements de santé équipés et réhabilités	4

Tableau relatif à la couverture prévue par lieu

Région	Nom de l'organisation	Nombre d'organisation
Niveau National	ACF, UNICEF, IEDA Relief, OIM	04
Boucle du Mouhoun	SPHERE, UNICEF	02
Cascades	CMBF, UNICEF	02
Centre	ACTS, Burkina Faso RC, CREDO, CMBF, DPSSF, HI, OCHA, SC, UNICEF, UNHCR, UNFPA	11
Centre-Est	UNICEF	01
Centre-Nord	CEATS, UNICEF, SC	03
Centre-Ouest	ODE, UNICEF	02
Centre-Sud	UNICEF	1
Est	ACF, Intermon OXFAM, ODE, OCHA, RAJS, UNICEF, UNFPA	08
Hauts-Bassins	Burkina Faso RC, CREDO, CMBF, DPSSF, SC, UNICEF, UNHCR	08
Nord	ALIMA, CEATS, CMBF, RMARP, UNICEF, UNFPA,	06
Plateau Central	ALIMA, CEATS, UNICEF	03
Sahel	Burkina Faso RC, CEATS, CREDO, CMBF, DRC, DPSSF, HI, HELP, Intermon OXFAM, MDM-France, NRC, ODE, OCHA, Plan, RAJS, SC, SPHERE, UNICEF, UNHCR, UNFPA,	20
Sud-Ouest	UNICEF	01
<b>Burkina Faso</b>		<b>27</b>

## ANNEXE : FINANCEMENT REQUIS

**Table I Financement demandé par groupe sectoriel dans le Plan de Réponse Stratégique du Burkina Faso au 04 février 2015**

Secteur	Financement requis
Nutrition	36 235 699
Multi-sector for refugees	24 504 869
Food security	21 735 128
Water and sanitation	7 263 149
Health	5 047 213
Protection	1 362 691
Education	1 187 866
Coordination and support services	773 256
VBG	651 893
Total	<b>98 761 764</b>

**Table II: Financement demandé par organisation au 04 février 2015**

Organisation	Montant demandé
ACF - France	3 369 659
ALIMA	1 511 534
Burkina Faso RC	2 753 907
C.RE.DO	455 711
CMBF	416 973
DPSSF	139 100
DRC	1 437 075
FAO	4 020 000
HELP	1 145 000
HI	306 035
IEDA Relief	1 259 200
Intermon Oxfam	1 663 000
IOM	700 000
MDM France	2 107 730
NRC	1 407 866
OCHA	773 256
ODE	3 229 620
ONG - D / APS	521 901
Plan	708 203
RAJS/BF	66 729
RMARP	150 060
SC	1 642 931
UNFPA	1 706 864
UNHCR	20 484 363
UNICEF	20 357 250
WFP	25 509 737
WHO	918 060
Total général	<b>98 761 764</b>

Table III: Liste de projets par groupe sectoriel au 4 février 2015

Secteurs	Organisation	Titre de Projet	Montant requis
COORDINATION AND SUPPORT SERVICES	OCHA	Consolidation des mécanismes de coordination et renforcement des capacités des acteurs humanitaires	773 256
<b>Total COORDINATION AND SUPPORT SERVICES</b>			<b>773 256</b>
EDUCATION	DRC	Réponse de protection, éducation, à travers une approche multisectorielle intégrée aux populations affectées par les conflits dans les zones transfrontalières du Sahel au Burkina Faso	300 000
	NRC	Programme d'Education de Base et de formation des enfants, adolescents et jeunes dans les provinces du Soum et Seno (Camp de réfugiés de Mentaou et de Goudebou et dans la communauté hôte de Djibo et de Dori)	887 866
<b>Total EDUCATION</b>			<b>1 187 866</b>
FOOD SECURITY	Burkina Faso RC	Projet de réduction de l'analphabétisme et d'intensification du système de production de 4 groupements maraichers féminins du YAGHA dans le Sahel Burkina.	226 236
	FAO	Emergency support to Malian refugees and vulnerable households affected by food shortages in Burkina Faso Sahel region	2 200 000
		Projet d'Appui aux Producteurs Laitiers Villageois (PAPLV) de la commune de Dori/Province du Séno au Burkina Faso	1 000 000
		Support to livelihood resilience of affected households in Soum province and to regional and national coordination on food and nutrition security and risk management in Burkina Faso	820 000
	IOM	Réduction des risques de migration "forcée" à travers le renforcement de la résilience	700 000
	ODE	Projet d'appui aux maraichers dans les bas-fonds rizicoles du Sanguié et du Boukhiemdé de la Région du Centre Ouest	871 020
		Projet d'appui à l'intégration du maraichage dans les bas-fonds du Gourma et de la Gnagna à l'Est	643 000
		Projet de Secours d'Urgence et de Réhabilitation des ménages en insécurité alimentaire due à l'attaque des champs par des oiseaux granivores dans les communes d'Arbinda et Koutougou dans la province du Soum.	1 715 600
	RMARP	Projet d'Appui post-inondation aux ménages vulnérables de Gourcy (PAMVUGO)	150 060
WFP	Building resilience and reducing acute malnutrition in vulnerable populations in Burkina Faso	5 241 000	
	Food and nutrition assistance to Malian refugees in Burkina Faso	8 168 212	
<b>Total FOOD SECURITY</b>			<b>21 735 128</b>
HEALTH	ACF - France	Réduction des conséquences socio-économiques familiales et communautaires liées à la survenue de cas épidémique	702 720
	Burkina Faso RC	Renforcement de l'accès aux soins de santé primaire et secondaire dans la région du Sahel au Burkina-Faso	425 814
	CMBF	Projet d'appui au renforcement des capacités du système de santé et d'assistance médicale aux populations vulnérables du Burkina Faso.	416 973
	HELP	Payment exemption for health care for children under 5 years old in the DS of Dori and Sebba	1 145 000
	ONG - D / APS	Projet d'appui aux initiatives nationales pour la lutte contre le paludisme et les maladies épidémiologiques dans les Régions du Centre, du Centre Est et du Centre Sud au Burkina Faso.	250 946
	UNFPA	Appui à la mise en place et au renforcement du Dispositif Minimum d'Urgence en Santé Reproductive au profit des populations déplacées et dans les situations d'épidémies	1 187 700
	WHO	Préparation et réponse sanitaire d'urgence aux principales maladies à potentiel épidémique au Burkina Faso	918 060
<b>Total HEALTH</b>			<b>5 047 213</b>

Secteurs	Organisation	Titre de Projet	Montant requis
MULTI-SECTOR FOR REFUGEEES	C.RE.DO	projet d'appui à l'assistance aux réfugiés dans le domaine de la santé, de l'éducation, des moyens d'existence et de la protection.	455 711
	DPSSF	Appui socioéconomique des réfugiés pour leur installation au Burkina Faso ou leur intégration au Mali.	139 100
	HI	Les Femmes s'Organisent pour Rétablir la Cohésion sociale et l'Entente (FORCE)	189 692
		Réponse aux besoins spécifiques des personnes handicapées vivant dans les camps de réfugiés Maliens au Burkina Faso.	116 343
	IEDA Relief	Projet d'appui au développement des moyens de subsistance en faveur des réfugiées Maliennes des camps de Goudebou, Mentao et les réfugiés urbains de Bobo Dioulasso au Burkina-Faso.	565 700
	NRC	Protection Malian Refugees through transitional shelter kits distribution in Burkina Faso	520 000
	Plan	Education in Emergency for Malian refugees	540 000
	SC	Prise en charge sociale des Réfugiés Maliens et autres nationalités au Burkina Faso.	1 493 960
	UNHCR	Protection et Assistance aux Réfugiés Maliens installés au Burkina Faso	20 484 363
<b>Total MULTI-SECTOR FOR REFUGEEES</b>			<b>24 504 869</b>
NUTRITION	ACF - France	Appui intégré de lutte contre la sous nutrition et renforcement de la résilience dans l'Est du Burkina Faso	2 085 121
		Prevention and treatment of malnutrition in Gourma province, Burkina Faso	581 818
	ALIMA	Prise en charge et prévention de la malnutrition aiguë sévère et des pathologies pédiatriques nécessitant une hospitalisation chez les enfants de moins de 5 ans au Burkina Faso	1 511 534
	MDM France	Appui au processus de transfert de la prise en charge de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans aux districts sanitaires de Djibo, Gorom-Gorom et Dori	2 107 730
	SC	Prise en charge de la malnutrition aiguë sévère avec complication et exemption de paiement des soins des enfants de moins de 5 ans dans la région du centre nord	148 971
	UNICEF	Creating enabling environments for optimal infant and young child feeding (IYCF) practices and micronutrient deficiency control among children in vulnerable areas of Burkina Faso	2 700 000
		Saving lives of severely acute malnourished children in Burkina Faso	15 000 000
WFP	Building resilience and reducing acute malnutrition in vulnerable populations in Burkina Faso	12 100 525	
<b>Total NUTRITION</b>			<b>36 235 699</b>
PROTECTION	Burkina Faso RC	SERVICES COMMUNAUTAIRES ET PROTECTION DE L'ENFANCE DANS LES CAMPS DE SAAG NIONIOGO, GOUDEBO, MENTAO ET LES VILLES DE BOBO-DIOULASSO ET OUAGADOUGOU	794 488
	Plan	Children protection in the refugees camp in the North of Burkina Faso	168 203
	UNICEF	To prevent and protect refugee and host-community children, girls and boys, and	400 000
<b>Total PROTECTION</b>			<b>1 362 691</b>
WATER AND SANITATION	Burkina Faso RC	Projet de préparation et prévention des risques de catastrophe et de renforcement et d'extension de l'accès à l'eau potable et assainissement dans les ménages de la province du Yagha et dans les écoles de la province du Soum- Région du Sahel	1 307 369
	DRC	Amélioration de l'environnement sanitaire et des conditions d'apprentissage pour une meilleure gestion de l'éducation de base.	1 137 075
	IEDA Relief	Projet d'approvisionnement en eau potable à la population de KAIN, BANH, THIOU et KOUMBRI en province du Yatenga, dans la Région du Nord.	627 500
	Intermon Oxfam	Accès à l'EAH des communautés affectées par les chocs climatiques extrêmes dans le centre nord au Burkina Faso, afin de réduire la malnutrition aiguë	409 000

Secteurs	Organisation	Titre de Projet	Montant requis
		Contribution à la réduction de la mortalité maternelle et infantile dans le Sahel de Burkina Faso	627 000
		Projet de Prévention du choléra, des maladies d'origine hydrique et de la malnutrition par une Intervention en Eau, Hygiène et Assainissement (EHA) dans le Sahel au Burkina Faso.	627 000
	ONG - D / APS	Projet d'amélioration des connaissances pratiques des communautés et des élèves en matière d'hygiène et d'assainissement et distribution de kits d'hygiène en vue de la prévention des maladies à virus Ebola dans dix (10) écoles (Province du Sanguié, Région Centre-Ouest)	270 955
	UNICEF	Improve access to safe & reliable drinking water, sanitation and hygiene for Malian refugee camps and in host communities	749 000
		Provide emergency WASH services for the prevention of cholera and Ebola outbreaks in refugee camps and host villages	465 000
		WASH contribution in saving lives of severely acute malnourished children in Burkina Faso	1 043 250
<b>Total WATER AND SANITATION</b>			<b>7 263 149</b>
VBG	IEDA Relief	Création d'un film documentaire pour sensibiliser la population locale des camps de réfugiés de Mentao, Goudebou, Saagniogniogo et les réfugiés urbains de Bobo-Dioulasso par rapport à la violence basée sur le genre.	66 000
	RAJS/BF	Projet de prévention des violences faites aux adolescent(e)s et aux filles en milieu formel et non formel	66 729
	UNFPA	Prévention et réponse aux violences basées sur le genre dans des régions touchées par des situations humanitaires	519 164
Total VBG			651 893
<b>Total général</b>			<b>98 761 764</b>

## Liste des Acronymes et Abréviations

<b>2iE</b>	Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement
<b>3W</b>	Who What Where
<b>AGDM</b>	Age, Gender, Diversity Mainstreaming
<b>AGIR</b>	Alliance Globale pour la Résilience
<b>AGR</b>	Activités Génératrices de Revenu
<b>BSFP</b>	Blanket Supplementary Feeding Programme (Programme d'alimentation complémentaire de couverture)
<b>CADRI</b>	Capacity for Disaster Reduction Initiative
<b>CEBNF</b>	Centres d'Education de Base Non Formelle
<b>CERF</b>	Central Emergency Response Fund
<b>CMR</b>	Crude Mortality Rate (Taux brut de mortalité)
<b>CONASUR</b>	Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation
<b>CPSA</b>	Comité de Prévision de la Situation Alimentaire
<b>CSI</b>	Coping Strategies Index (Index de stratégies d'adaptation)
<b>IEC</b>	Information, Education and Communication
<b>C4D</b>	Communication for Change
<b>DREAHA</b>	Direction Région de l'Eau, des Aménagements Hydrauliques et de l'Assainissement
<b>EAE</b>	Espaces Amis d'Enfants
<b>EAFGA</b>	Enfants Associés aux Forces et Groupes Armés
<b>ECHO</b>	European Commission's Humanitarian Aid and Civil Protection Department
<b>EDS IV</b>	Enquête Démographique et de santé
<b>EFSA</b>	Emergency Food Security Assessment (Evaluation approfondie de la sécurité alimentaire en situation d'urgence)
<b>ENA</b>	Enfant Non Accompagné
<b>ENIAM</b>	Enquête Nationale sur l'Insécurité Alimentaire et la Malnutrition
<b>EPA</b>	L'enquête Permanente Agricole
<b>ESNA</b>	Enfants séparés et non accompagnés
<b>FAO</b>	Food and Agriculture Organization
<b>Francs CFA</b>	Francs des Communautés Financières d'Afrique
<b>FTS</b>	Financial Tracking System
<b>GBV</b>	Gender-based violence
<b>GVT</b>	gouvernement
<b>HAT</b>	Humanitarian Advisor Team
<b>HCT</b>	Humanitarian Country Team
<b>HEA</b>	Household Economy Analysis (Etude économique des ménages)
<b>HNO</b>	Humanitarian Needs Overview
<b>IEC</b>	Information, Education et Communication
<b>JAM</b>	Joint Assessment Mission
<b>MAG</b>	Malnutrition Aiguë Globale
<b>MAM</b>	Malnutrition Aiguë Modérée
<b>MARHASA</b>	Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques, de l'Assainissement et de la Sécurité Alimentaire
<b>MAS</b>	Malnutrition Aiguë Sévère
<b>MENA</b>	Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation
<b>MESS</b>	Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur
<b>MIRA</b>	Multi-cluster Sector Initial Rapid Assessment
<b>MoU</b>	Memorandum of Understanding
<b>MPFG</b>	Ministère de la promotion de la femme et du genre

<b>MVE</b>	Maladie à Virus d’Ebola
<b>OCHA</b>	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
<b>OMS</b>	Organisation mondiale de la Santé
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>ONGI</b>	Organisation Non Gouvernementale Internationale
<b>ONGN</b>	Organisation Non Gouvernementale Nationale
<b>OOSC</b>	Out Of School Children (Enfants en dehors du système éducatif)
<b>ORS</b>	Online Reporting System
<b>PAM</b>	Programme Alimentaire Mondial
<b>PE</b>	Protection Enfant
<b>PEC</b>	Prise en Charge
<b>PEV</b>	Programme Elargi de vaccination
<b>PNSAN</b>	Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle
<b>PNUAD</b>	Plan-Cadre des Nations Unies pour l’Aide au Développement
<b>PoC</b>	Persons of Concern (Personnes concernées)
<b>PTF</b>	Partenaires Techniques et Financiers
<b>REG</b>	Restes Explosifs de Guerre
<b>RGPH</b>	Recensement Général de la Population et de l’Habitation
<b>SCADD</b>	La Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable
<b>SE-CNSA</b>	Secrétariat Exécutif du Conseil National de Sécurité Alimentaire
<b>SONU</b>	Services d’Obstétricaux Néonatal d’Urgence
<b>SMART</b>	Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions
<b>SONAGESS</b>	Société Nationale de Gestion du Stock de Sécurité Alimentaire
<b>SPAI</b>	Sous Produits Agro-Industriels
<b>SRP</b>	Strategic Response Plan / Plan de Réponse Stratégique
<b>TMM5</b>	Taux de Mortalité des Moins de 5 ans
<b>UN</b>	United Nations
<b>UNDAC</b>	United Nations Disaster Assessment and Coordination
<b>UNDAF</b>	United Nations Development Assistance Framework
<b>UNFPA</b>	United Nations Population Fund
<b>UNHCR</b>	United Nations High Commissioner for Refugees
<b>UNICEF</b>	United Nations Children’s Fund
<b>USD</b>	United States Dollar
<b>VAR</b>	Vaccination Anti Rougeoleuse
<b>VBG</b>	Violences Basées sur le Genre
<b>VRAF</b>	Voluntary Repatriation Forms (Formulaires de Rapatriement Volontaires)
<b>WASH</b>	Water, Sanitation and Hygiene (Eau, Hygiène et Assainissement)

- 
- i Source : SRP 2014, Atelier d'actualisation du HNO 2015 (Clusters Lead et points focaux sectoriels), novembre 2014
  - ii Source : Chiffres issus de l'atelier de planification du HCR tenu le 30 Avril 2014
  - iii Source : Plan National de soutien aux populations vulnérables 2015
  - iv Source : Enquête Nationale nutritionnelles 2014 (Les personnes affectées sont égales aux personnes ciblées)
  - v Source : Plan national de préparation et de riposte à l'épidémie d'Ebola au Burkina Faso, 2014
  - vi <https://data.unhcr.org/SahelSituation/download.php?id>
  - vii «Synthèse Globale des données des réfugiés maliens au Burkina Faso », UNHCR, 30 Septembre 2014, [http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/BKF0000Statisticsv1.0au30Septembre2014\\_0.pdf](http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/BKF0000Statisticsv1.0au30Septembre2014_0.pdf)